Dans le royaume ou en marge ?

Les frontières des principautés (XIII^e-XV^e siècle)

In the kingdom or on the fringe? The frontiers of the principalities (13th-15th centuries)

Laurence Moal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2776>

DOI : 10.4000/abpo.2776

ISBN : 978-2-7535-3513-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 47-81

ISBN : 978-2-7535-3511-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Laurence Moal, « Dans le royaume ou en marge ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 121-2 | 2014, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2776> ; DOI : 10.4000/abpo.2776

Dans le royaume ou en marge ?

Les frontières des principautés (XIII^e-XV^e siècle)

Laurence MOAL

Docteur en histoire médiévale, membre associée du CERHIO (Centre de recherches historiques de l'Ouest, UMR 6258) et du CRBC (Centre de recherche bretonne et celtique, Université de Bretagne occidentale, EA4451)

Le concept moderne de frontière est inséparable de celui d'État et en particulier de la diffusion du modèle de l'État-nation en Europe¹. Le principe des frontières n'a pas été oublié depuis la fin de l'Empire romain d'Occident même si, pendant longtemps, on a considéré qu'au Moyen Âge, la frontière n'était pas une ligne mais une marche². Toute terre est bordée par une limite, par « une ligne fictive, à laquelle est assignée une fonction à la fois de bornage et de contact³ ». Depuis l'étude de Jean-François Lemarignier, les frontières médiévales ont suscité un nombre croissant de publications⁴

1. Cet article est le prolongement d'une réflexion menée à l'occasion du colloque qui s'est tenu à Châteaubriant du 30 septembre au 2 octobre 2010, « De la seigneurie à l'État princier : les frontières en mouvement (XI^e-XV^e siècles) ». Publication dans CATALA, Michel, MEURET, Jean-Claude, LE PAGE, Dominique (dir.), *Frontières oubliées, frontières retrouvées. Marches et limites anciennes en France et en Europe*, Rennes, PUR, 2011, p. 209-220.

2. GENICOT, Léopold, « Ligne et zone : la frontière des principautés médiévales », *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*, 1970, p. 29-42, ici p. 29, rééd. *Études sur les principautés lotharingiennes*, Louvain, 1975, p. 172-185.

3. BOIS, Jean-Pierre, « La naissance historique des frontières, de la féodalité aux nationalités », *Sécurité européenne. Frontières, glacis et zones d'influence de l'Europe des alliances à l'Europe des blocs (fin XIX^e siècle-milieu XX^e siècle)*, Revue du CRHIA, Enquêtes et Documents, vol. 34, 2007, p. 12.

4. LEMARIGNIER, Jean-François, *Recherches sur l'hommage en marche et les frontières féodales*, Lille, Bibliothèque universitaire, 1945; BONENFANT, Paul, « À propos des limites médiévales », dans : *Hommages à Lucien Febvre, éventail de l'histoire vivante*, Paris, A. Colin, 1953, p. 73-79; GIRARD D'ALBISSIN, Nelly, « Propos sur la frontière », *Revue d'histoire de Droit français et étranger*, 47, 1969, p. 390-407; GUENÉE, Bernard, « Les limites », *La France et les Français*, M. François éd., Paris, 1973, p. 50-68; *Id.*, « Des limites féodales aux frontières politiques », dans Pierre NORA (dir.), *Lieux de mémoires*, t. 2 (« La nation »), Paris, Gallimard, 1986, p. 11-33, rééd. Quarto Gallimard, 1986, p. 1103-1124; DEMOTZ, Bernard, « La frontière au Moyen Âge d'après l'exemple du comté de Savoie (début XIII^e-début XV^e siècles) », *Les Principautés au Moyen Âge*, Actes du 4^e congrès de la SHMESP, Bordeaux, 1973, p. 95-112; TUCOO-CHALA, Pierre, « Principautés et frontières. Le cas du Béarn », *Les*

et s'enrichissent des travaux sur l'espace⁵. Le terme « frontière », dérivé de « front », apparaît au XIII^e siècle⁶. Variant au gré des guerres ou des partages successoraux, les frontières sont longtemps indéterminées, davantage comprises comme un ensemble de places fortifiées, « une donnée variable d'influence ou de puissance, parfois une ligne de partage de fiscalité royale ou de redevances seigneuriales de justice et de coutumes⁷ », avant de devenir cette « limite plus ou moins matérialisée séparant deux États⁸ ». Le changement survient quand, « à l'émiettement féodal et à la fiction d'un empire d'Occident décomposé par la règle des partages successoraux, succèdent des royaumes, en très lente gestation et affirmation au cours des cinq derniers siècles du Moyen Âge⁹ ». Deux types d'entités politiques coexistent alors : l'État monarchique et les États princiers¹⁰. Le royaume est en effet divisé en une douzaine de grandes principautés territoriales qui ont été constituées à partir du règne de Charles le Chauve en raison de l'affaiblissement du pouvoir royal. Ce sont la Flandre, l'Aquitaine, le Béarn, la Bourgogne et la Bretagne, aux limites strictes du royaume, le Berry, l'An-

Principautés au Moyen Âge, op. cit., p. 117-126; CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne au Moyen Âge. Économie, mentalités, guerre et société en pays de marches, VI^e-XVI^e siècles*, thèse pour le doctorat d'État, Rouen, 1989; *Id.*, *Les Marches de Bretagne au Moyen Âge : Économie, Guerre et Société en Pays de Frontière (XIV^e-XV^e siècles)*, Pornichet, éd. Jean-Marie Pierre, 1992; *Frontière et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen Âge, Castrum IV*, Rome, École française de Rome, et Madrid, Casa de Velásquez, 1992, avec en particulier l'article de TOUBERT, Pierre, « Frontière et frontières : un objet historique », p. 9-17; KAISER, Wolfgang, « Penser la frontière. Notions et approches », *Histoire des Alpes-Storia delle Alpi-Alpengeschichte*, 3, 1998, p. 63-74; POWER, Daniel, *The Norman Frontier in the twelfth and early thirteenth Centuries*, Cambridge, University Press, 2004; AUZAS, Noémie, COHEN, Nadja et SCARPA, Sébastien, (dir.), *Les Frontières en question*, Presses universitaires de Grenoble, mars 2007; BOCK, Nils, JOSTKLEIGREWE, Georg et WALTER, Bastian (Hgg.), (dir.), *Faktum und Konstrukt, Politische Grenzziehungen im Mittelalter : Verdichtung-Symbolisierung-Reflexion (Visualisation de l'invisible. Naissance et « densification » des frontières politiques du Bas Moyen Âge européen)*, Münster, Rhema, 2011.

5. *Construction de l'espace au Moyen Âge : Représentations et pratiques*, Congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public, n° 37, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007.

6. FEBVRE, Lucien, « Frontière : le mot et la notion », *Revue de Synthèse historique*, Paris, X^{VI}, juin 1928, p. 31-44, cité par ROUET, Gilles, « Identités et frontières : passages et interdits », dans SOULAGES, François (dir.), *Géoartistique et géopolitique, Frontières*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 15.

7. BOIS, Jean-Pierre, « La naissance historique des frontières... », art. cit., p. 12.

8. ROUET, Gilles, « Identités et frontières... », art. cit., p. 13.

9. BOIS, Jean-Pierre, « La naissance historique des frontières... », art. cit., p. 13.

10. DEMOTZ, Bernard (dir.), avec la collaboration de BISCHOFF, Georges, CAUCHIES, Jean-Marie et RACINE, Pierre, *Les Principautés dans l'Occident médiéval à l'origine des régions*, Brépols, 2007, p. 20-21. Sur les principautés, voir aussi DHONDT, Jan, *Étude sur la naissance des principautés territoriales en France (IX^e-X^e siècles)*, Bruges, 1948; FAVIER, Jean, *Le Temps des principautés*, Paris, Fayard, 1992; CONTAMINE, Philippe, *Des Pouvoirs en France, 1300-1500*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1992; *Les Princes et le pouvoir au Moyen Âge*, Actes du XXIII^e congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public de Brest, 1992, Paris, Publications de la Sorbonne, 1993; CONTAMINE, Philippe, MATTÉONI, Olivier (dir.), *La France des principautés. Les chambres des comptes, XIV^e et XV^e siècles*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1996.

jou, le Bourbonnais, le Dauphiné ainsi que les territoires extérieurs aux royaumes des Valois, la Provence, la Lorraine, le Hainaut et la Savoie¹¹. Elles naissent, sur des bases féodales, de l'hérédité des charges publiques à partir de la fin du IX^e siècle quand le comte ou le marquis exerce lui-même les droits régaliens en acceptant de prêter serment de fidélité au souverain. Pour exister face au royaume de France, les princes ont dû imposer dans le ressort de leur domaine une forme de centralisation et faire admettre à l'extérieur la reconnaissance de leur souveraineté, processus dans lequel la frontière joue un rôle décisif. Certaines de ces principautés se hissent quasiment au rang d'État, avec des bases territoriales nouvelles, comme le Béarn, la Bretagne, les États bourguignons, et dans une moindre mesure, les ensembles angevins et bourbonnais (carte 1). Ces ensembles territoriaux puissants constituent un sérieux obstacle au développement de la centralisation monarchique. Il s'agit pour les princes de créer des entités suffisamment fortes pour échapper au contrôle des royaumes voisins ou des principautés limitrophes. Pour autant, peut-on parler de frontière pour ces territoires, non seulement vis-à-vis du domaine royal mais encore vis-à-vis des autres principautés territoriales voisines ? Et dans quelle mesure les princes territoriaux des XIV^e et XV^e siècles eurent-ils une « politique de frontière », sachant que beaucoup d'entre eux poursuivaient une politique dynastique et non territoriale ?

Le concept de frontière, en son sens actuel, a surtout été étudié dans le cadre large du royaume de France et de l'Empire¹². Il s'agit ici de l'étudier à l'échelon « inférieur », c'est-à-dire à l'intérieur du royaume de France, dans le cadre des principautés territoriales, chacune aspirant plus ou moins à former un État cohérent et autonome. Il convient de s'interroger sur la notion même de frontière à cette époque et sur les représentations qu'elle a nourries. La frontière apparaît comme un processus de délimitation d'un espace correspondant à l'action d'une puissance politique. Elle ramène à l'étude du pouvoir des principautés, de leur naissance, de leur extension, de leur réussite, de leur disparition et pose le problème de leur rapport avec la royauté. Mais la question du découpage est délicate. Doit-on parler de frontières féodales ou étatiques ? D'où tiennent-elles leur légitimité ? Pour cette étude, il faut tenir compte de l'épaisseur du temps et de l'origine des principautés pour comprendre leur rapport à la notion de frontière. Il faut également distinguer les apanages (Anjou, Berry, Bourgogne, Orléanais) des principautés héréditaires et frontalières : Bretagne, comté de Flandre (rattaché à la Bourgogne), principautés méridionales de Foix, d'Armagnac et d'Albret¹³. Les situations régionales sont très variées, certains États princiers apparaissant en position de force, notamment en situation

11. KERHERVÉ, Jean, *Histoire de la France : la naissance de l'État moderne 1180-1492*, Paris, Hachette, 1998, p. 195.

12. MOEGLIN, Jean-Marie, *L'Empire et le Royaume. Entre indifférence et fascination, 1214-1500*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011.

13. GAUVARD, Claude, *La France au Moyen Âge du V^e au XV^e siècle*, Paris, PUF, p. 452.

Carte 1 – Les principautés du royaume de France vers 1400 (D'après Demotz, Bernard, *Les Principautés dans l'Occident médiéval à l'origine des régions, Brépols, 2007, fig. 2*)

périphérique (Bourgogne, Bretagne, Béarn) ou hors du royaume (Savoie, Provence), d'autres donnant plus de signes de faiblesse (Anjou, Bourbon) ou disparaissant rapidement (Normandie)¹⁴. Il s'agit ici de s'intéresser aux

14. L'Aquitaine et la Normandie, qu'Henri V essaie de « recréer » au début du xv^e siècle, qui posent le problème de la principauté relevant d'un pouvoir monarchique exogène, et la Lorraine, qui tout en étant dans l'Empire possède des terres importantes dans le

fonctions de la frontière dans la prise de contrôle et la construction de la domination princière puis de montrer comment évolue sa définition vers une plus grande précision lors de la création de l'État princier.

Des territoires stratégiques en vue de la construction de l'État princier

L'évolution de la frontière suit en quelque sorte celle de la formation de l'État. Les principautés connaissent en effet un important renforcement des structures administratives jusqu'aux limites de leur territoire, les princes s'employant à réunir les moyens nécessaires de l'exercice d'une autorité légitime.

Une zone fortement militarisée

Les frontières peuvent être l'objet d'empiètements, de transgressions territoriales et d'agressions multiples. Il s'agit donc d'assurer à la fois une politique de défense des prérogatives princières et en même temps une politique d'expansion pour les étendre au-delà des limites anciennes.

La puissance princière est liée à la possession de châteaux, à la fois instrument de domination et marque symbolique de la force du prince, qui manifeste de façon ostentatoire les limites territoriales¹⁵. Deux types de frontières existent au Moyen Âge : les marches qui sont à l'origine une région frontalière très organisée militairement, et les fortifications linéaires continues sur le modèle du *limes* romain. Au XIII^e siècle, la seconde notion tend à l'emporter sur la première et avec elle, la frontière au sens moderne du terme. La destruction totale ou partielle des forêts auxquelles correspondaient les marches et la délimitation de plus en plus précise des confins de terroirs explique cette évolution¹⁶. La construction des châteaux accélère le processus puisqu'ils ont pour but de bloquer toute invasion ennemie. En Anjou, Foulques Nerra consolide ainsi définitivement la domination angevine en créant un puissant verrou à proximité de la frontière avec la Bretagne en construisant le château de Pouancé¹⁷. Le processus est plus tardif en Béarn. En effet, vers le milieu du XIV^e siècle, ce territoire n'a pas encore un système défensif cohérent. Seul le nord-ouest du pays, qui dessine un petit promontoire s'avancant dans l'Aquitaine anglaise, est solidement couvert par un ensemble assez complet de fortifications. L'essentiel était dû à Gaston VII (1229-1290) qui, sans cesse aux prises avec les Anglais, avait fortifié la région la plus exposée à leurs attaques.

royaume, ne figurent pas dans cette étude qui, par souci de concision, s'appuie surtout sur la Bourgogne, la Savoie, la Bretagne, le Béarn et le Bourbonnais.

15. KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse et le Bugey. Les châteaux savoyards dans la guerre contre le Dauphiné (1282-1355)*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, p. 109

16. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés...*, op. cit., p. 137, 315.

17. CHÉDEVILLE, André, TONNERRE, Noël-Yves, *La Bretagne féodale, XI^e-XIII^e siècle*, Rennes, Ouest-France Université, p. 53.

Gaston III Fébus (1343-1391) modifie complètement la situation en dotant son domaine d'un réseau défensif cohérent qui permet de répliquer à toute attaque. Les bastides le long de la frontière ont avant tout un rôle militaire, avec des clauses qui précisent la construction, l'entretien des palissades et des portes d'entrée en maçonnerie, alors que celles situées à l'intérieur du pays sont des colonies de peuplement. Dans cette guerre de frontières, Gaston III s'appuie aussi sur des fortifications villageoises, les « barralhs ». Il s'emploie également à réduire le saillant constitué par les possessions du comte d'Armagnac, traditionnellement lié aux Capétiens, qui s'enfoncent en Bigorre entre Foix et Béarn. Après la mort de Jean d'Armagnac en 1373, il met en œuvre une entreprise de consolidation (Orthez au Nord, Bellocq à l'Ouest, Sauveterre au Sud) puis se lance dans un vaste programme de constructions militaires pour défendre les frontières nord-est les plus démunies¹⁸. Les efforts sont concentrés sur les châteaux de Pau, Montaner, Morlàas et Morlanne. Gaston III qui a déplacé vers l'est le centre de gravité de sa principauté désire disposer ainsi de solides points d'appui aux confins de la Bigorre¹⁹.

Cette politique castrale au cœur de la stratégie d'expansion territoriale se retrouve chez les comtes de Savoie. La définition de la frontière avec le Dauphiné, principauté moins puissante, est effectuée par des sièges et des prises de châteaux, « bâties » et maisons fortes, peu éloignés des positions savoyardes. La prise et le contrôle de ces marches sont officialisés par le remplacement de la « bâtie » par une fortification en pierre. La prise du château entraîne celle du territoire, à moins que la fortification ne succède à la conquête du territoire. Entre 1290 et 1350, les Savoyards et les Dauphinois fortifient presque tous les châteaux déjà existants et en construisent une quinzaine de nouveaux. En fait, dès que les uns fortifient ou bâtissent un château, les autres répliquent immédiatement en faisant de même²⁰. Parfois, il s'agit de développer un château juste à côté de celui de l'ennemi²¹. La méthode la plus efficace demeure celle de l'échelonnement en profondeur des châteaux et maisons fortes qui obligent l'assaillant à perdre un temps précieux à enlever chaque position, et même à voir couper ses propres communications s'il s'enfonce trop loin²². Les princes de Savoie raisonnent en fait en termes de « glacis fortifié ». Leur frontière occidentale s'appuie sur deux chaînes de châteaux : une ligne de défense mise au

18. TUCOO-CHALA, Pierre, *Gaston Fébus et la vicomté de Béarn (1343-1391)*, Bordeaux, 1959, p. 148-149.

19. *Ibidem*, p. 148-152.

20. L'exemple est significatif près de Saint-Rambert-en-Bugey. Vers 1310, le comte de Savoie fait construire le château de Luisandre. Le Dauphin tente d'abord d'intimider les ouvriers, puis il construit le plus près possible de son adversaire, à 800 mètres à vol d'oiseau, le château des Allymes, TENAND-ÜLMANN, Suzanne, CATTIN, Paul, *Le Château des Allymes*, Ambérieu, 1991, p. 7.

21. Thomas I^{er}, en 1200, décide la construction d'Allinges-Neuf face à Allinges-Vieux relevant du sire de Faucigny, qui passe sous contrôle dauphinois entre 1268 et 1355, DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », art. cit., p. 137.

22. *Ibidem*, p. 108.

point dans la dernière décennie du XIII^e siècle, de Saint-Amour à Pont-d'Ain et au-delà, de l'Ain vers Saint-Laurent-du-Pont, et de là, à Chambéry; puis à l'extérieur de celle-ci, un ensemble courant de Nantua à Saint-Rambert, en modernisant des châteaux plus anciens²³. Ce type de réseau fortifié se retrouve également le long de la frontière normande avec toute une rangée de châteaux pour défendre la zone de l'Avre, puis les fortifications des rives de l'Epte et celles de l'Eure jusqu'aux conquêtes de Philippe Auguste²⁴. La politique d'Henri I^{er} suggère un plan d'ensemble avec une double rangée formée de groupes de châteaux érigés derrière la ligne principale²⁵.

Les frontières constituent donc des zones névralgiques où le droit de construire des fortifications est très réglementé et soumis à l'autorisation ducale. Par l'article 15 du Statut delphinal de 1349, Humbert II reconnaît à tous ses sujets le droit de construire des maisons fortes, sauf près des frontières. La construction de la maison forte d'Abriès à la fin du XIII^e siècle, lors de l'extension du conflit entre Savoie et Dauphiné apparaît comme un contre-exemple. À partir du XIV^e siècle, le maintien de l'interdiction de construire des maisons fortes près des frontières permet d'éviter qu'elles ne tombent aux mains des routiers²⁶. Des missions d'inspection sont organisées pour vérifier l'état des fortifications et décider des réparations ou des destructions s'il n'est pas possible de réparer. Les comtes de Savoie désignent pour cette fonction des commissaires aux fortifications puis des maîtres des œuvres et des baillis²⁷. Les châtelains jouent également un rôle essentiel. Ainsi, sur mandat d'Amédée VI du 23 octobre 1353, le châtelain de Chambéry, subordonné au bailli de Savoie, reçoit ordre d'inspecter des places situées en face du comté de Genève puis en face du Dauphiné au moment où Hugues de Genève ranime la menace delphino-genevoise. De la même manière, en Dauphiné, le châtelain, premier officier du Dauphin responsable de la sécurité, accompagne les capitaines dans leurs missions d'expertise des châteaux²⁸.

23. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés...*, op. cit., p. 174.

24. LEWIS, Andrew, « Observations sur la frontière franco-normande », dans : PARISSE, Michel et BARRAL I ALTET, Xavier (dir.), *Le roi de France et son royaume autour de l'an mil*, Picard, 1992, p. 147-154, ici p. 149; POWER, Daniel, *The Norman Frontier...*, op. cit., carte III, p. XXI et p. 26-30; voir aussi LEFÈVRE, Simone, « La Défense de la frontière normande et l'aménagement de la forêt d'Yveline par les seigneurs de Montfort », dans : *La Lorraine. Études archéologiques*, Actes du 103^e congrès des sociétés savantes (Nancy-Metz, 1978), section d'archéologie et d'histoire de l'art, Paris, 1980, p. 196-199.

25. LEWIS, Andrew, « Observations... », art. cit., p. 152.

26. Afin de prévenir l'occupation de la bastide Saint-Étienne près de Sisteron, le conseil delphinal ordonne ainsi sa destruction pendant l'hiver 1368, NICOLAS, Nathalie, *La Guerre et les Fortifications du Haut-Dauphiné. Étude archéologique des travaux des châteaux et des villes à la fin du Moyen Âge*, Publications de l'université de Provence, 2005, p. 23.

27. DEMOTZ, Bernard, « Le châtelain et la guerre dans la Savoie des XIII^e et XIV^e siècles », dans : CASTELNUOVO, Guido et de MATTÉONI, Olivier (dir.), *De part et d'autre des Alpes. Les châtelains des princes à la fin du Moyen Âge*, Actes de la table ronde de Chambéry, 11 et 12 oct. 2001, publ. de la Sorbonne, 2006, p. 155-166, ici p. 165.

28. NICOLAS, Nathalie, *La Guerre et les Fortifications du Haut-Dauphiné...*, op. cit., p. 78.

On s'assure également de la présence d'hommes dans les lieux menacés. Des garnisons permanentes en Bresse et en Bugey sont renforcées pendant le conflit entre Dauphiné et Savoie avec le système des clients, comme Ambronay où des équipes de renfort constituées d'hommes venus de toute la Bresse et du Valromey gardent la ville et les fortifications à tour de rôle pendant dix à vingt jours²⁹. Les garnisons peuvent aussi être augmentées par la venue d'hommes venant d'autres garnisons, comme Bourg-en-Bresse qui reçoit des hommes de Saint-André-en-Revermont. Ce renforcement des places savoyardes contraste d'ailleurs avec l'insuffisance des garnisons dauphinoises, en raison des difficultés financières de la principauté, ce qui conduit aux redditions de Bourgouin, Saint-Sorlin ou Saint-Germain (1337)³⁰. À la fin du XIV^e siècle, c'est la frontière entre le Dauphiné et la Provence qu'il faut protéger des raids des routiers. Pour la mise en défense des châteaux et des villes, le gouverneur du Dauphiné prévoit l'assemblée d'hommes d'armes supplémentaires, chaque baron et chevalier banneret participant à la constitution d'une armée composée de lanciers et d'arbalétriers³¹. La levée d'hommes d'armes aux frontières peut toutefois contribuer à maintenir un climat de violence même lorsque la paix est revenue. Ainsi, après l'accord de Nevers entre les ducs de Bourbon et de Bourgogne, prélude au traité d'Arras, il apparaît difficile d'obtenir le départ des routiers qui s'adonnent au pillage et plusieurs années s'écoulent avant que le calme ne revienne aux frontières des deux États³².

Le service de guet, qui peut être suspendu en temps de paix, devient systématique en période de guerre. Il peut être assuré par des hommes qui sont rémunérés pour cette fonction. En Haut-Dauphiné, le service de garde devient ainsi systématique entre 1367 et 1369 et à partir de 1384, le châtelain a avec lui trois à quatre gardes dont les soldes sont portées dans les comptes des châtelainies. Mais le service de garde peut s'alourdir en raison du rôle stratégique du château, comme dans le cas de Château-Queyras, et les habitants sont alors mis à contribution³³. Dans bon nombre de localités frontalières, des contestations portent sur la garde et le guet, souvent assorties de résistances aux tailles nécessaires pour réparer les murailles ou en édifier de nouvelles. Les marches de Bretagne et de Poitou constituent ainsi la région où l'on compte le plus de contestations³⁴.

29. KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 50.

30. *Ibidem*, p. 50, 69.

31. NICOLAS, Nathalie, *La Guerre et les Fortifications du Haut-Dauphiné...*, op. cit., p. 46.

32. Après le traité d'Arras, le gouverneur de Bourgogne mande au bailli de Macon de « faire vider les gens d'armes estans sur les marches et pays de mondit seigneur pour occasion du traictiez de paix du roy », Arch. dép. de la Côte-d'Or, B 3676, f° 54 v° ; LEGUAI, André *Les Ducs de Bourbon...*, op. cit., p. 147.

33. Le pont-levis du château d'Exilles a son garde attiré, Guionet Pelliceri, portier de nuit en 1362-63 et chargé de la garde diurne pendant 123 jours, puis surveillant d'un pont en 1371, NICOLAS, Nathalie, *La Guerre et les Fortifications du Haut-Dauphiné...*, op. cit., p. 62, 69.

34. GAUVARD, Claude, « L'opinion publique aux confins des États et des principautés au début du XV^e siècle », *Les Principautés au Moyen Âge*, op. cit., p. 127-152, ici p. 137.

Il faut dire que le devoir de guet devient de plus en plus contraignant du ^{xiv}^e au ^{xv}^e siècle avec moins d'exemption, moins de souplesse et de liberté³⁵. Le duc de Bretagne envoie en effet des commissaires chargés d'organiser le guet « sur les coustieres de nostre pays es marches des ennemis³⁶ ». Ce guet populaire, qui touche surtout les roturiers, est vécu comme une réelle contrainte³⁷. Des consignes strictes sont adressées à tous les sujets pour défendre les frontières. De plus, des fournitures et des vivres sont réquisitionnés pour ravitailler les places fortes³⁸. Les habitants des frontières, qui n'ont pas la même appréciation des dangers que les responsables de la défense, envisagent le problème à l'échelle locale et non à l'échelle de la zone frontalière dans son ensemble et tentent de démontrer le caractère tant inutile qu'illégal du service de guet³⁹. Les populations frontalières doivent en outre supporter de lourdes charges de défense, suscitant plaintes et suppliques⁴⁰. Les travaux de fortification, en particulier, occasionnent un renforcement de la pression fiscale, directe et indirecte, et des pouvoirs sont donnés aux seigneurs frontaliers pour prélever des droits sur les marchandises afin de les encourager à procéder aux réparations⁴¹. Aux portes

35. C'est le cas à Clisson, les habitants s'estiment « francs, quittes et exempts vers ledit seigneur et ses successeurs de tous guets » moyennant le paiement obligatoire d'une taille de 180 livres par an, d'après une coutume remontant au ^{xiii}^e siècle. Mais Olivier de Clisson et ses successeurs décident que le guet doit être assuré en plus de la taille, CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne...*, op. cit., p. 512-513.

36. MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, 3 vol., Paris, 1742-1746, t. II, col. 1166-1167, 20 mars 1425.

37. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 3, f° 92 v°, 25 juillet 1464; GOURVÈS, Dominique, *Étude et transcription du registre B 3 des lettres scellées à la chancellerie de Bretagne en 1464*, mémoire de maîtrise dactyl., Brest, 1986, n° 498.

38. Ainsi en 1468, sont mobilisés ceux qui demeurent « en toutes les fins, metes et par touz les lieux des baronneries et chastellenies de Fougères, Saint Aulbin du Cormier, Vitré, Chasteillon, La Guierche, Marcille, Martigney, Chasteaubriand, Ancenix, Chasteaugiron, le Taill, Loheac, Hedé, Tinteneac, Aubigney, Combour, le terrouer de Dolays, la chastellenie de Rennes, oultre la ville de Rennes, en tirant vers les marches des païs de Normandie, le Mayne et Anjou, et de touz les autres fiez enclavez et contiguz d'iceulx lieux, oultre ladite ville de Rennes, comme dit est, dempuix la riviere de Loyre, a comancer a Ingrande, jusques a la greve de la mer, que sont les limites d'entre nostredit païs et Normandie », Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 6, f° 32 v°-33 v°; KERMARREC, Marion, *Transcription et étude des registres des lettres scellées à la chancellerie de Bretagne en 1468*, Mémoire de maîtrise dactyl., Brest, 1991, n° 156.

39. GAUVARD, Claude, « L'opinion publique... », art. cit., p. 137-138.

40. En 1439, à Chenaux dans le Pays de Vaud, après une mission d'inspection qui avait ordonné la réfection des murailles, le conseil de la ville fit remarquer « les difficultés d'ordre pécuniaire qu'allaient occasionner ces nouvelles dépenses, d'autant que les communes censées participer de l'effort de fortification s'y refusaient depuis plusieurs années », RIEDMATTEN, Adrien de, *Humbert le Bâtard, un prince aux marches de la Savoie (1377-1443)*, Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 35, Lausanne, 2004, p. 127-128.

41. En 1434, le conseil d'Estavayer en Pays de Vaud, promulgue un impôt de vingt sols par « focage » ou foyer pour la construction des défenses, l'entretien des murailles, *ibid.*, p. 128. En Bretagne, pour la fortification de Vitré, « siise en frontiere », le duc accorde une prorogation de la levée du devoir de billot, Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 8, f° 94 v°-95 v°, 29 mai 1477; BIHAN, Yvon, *Transcription et étude du registre des lettres scellées par la chancellerie bretonne en 1477*, Mémoire de maîtrise dactyl., Brest, 1991, n° 518.

du Dauphiné et de la Provence, les raids des routiers, comme la compagnie d'Arnaud de Cervole en 1357 ou celle de Raymond de Turenne de 1389 à 1399, occasionnent des dépenses nouvelles pour les habitants qui doivent parfois acheter le départ des bandes et participer aux fortifications ou aux réparations des châteaux⁴².

Les frontières font, en outre, l'objet d'une grande surveillance par des messagers et des espions. L'espionnage est même considéré comme une nécessité absolue pour les princes⁴³. Ainsi, chaque fois que le Dauphiné et la Savoie sont en guerre, des espions sont envoyés sur les proches terres de l'adversaire en arrière de la frontière, pour connaître l'état des troupes ennemies. Ainsi, en 1298, la trêve est rompue car le comte apprend que le Dauphin rassemble une armée avec l'intention de traverser l'Ain⁴⁴. Ils s'infiltrèrent partout pour savoir d'où va venir la réaction ou pour connaître les positions ennemies⁴⁵. Dans le Haut-Dauphiné, menacé du fait de sa proximité avec la Provence, les dépenses de messagerie, inexistantes avant 1368, deviennent ensuite cruciales pour préparer les accords de paix ou les organisations militaires⁴⁶. L'imprécision des intitulés de mission reflète la polyvalence des fonctions : messagerie, espionnage, escorte... En Bretagne, les conseils des bourgeois des villes chargent des messagers de se rendre aux frontières auprès des armées ennemies⁴⁷. Ils se rendent ainsi auprès des Anglais qui occupent la Normandie, pour « savoir des nouvelles » et connaître leur nombre, leurs activités et leurs projets d'incursion, notamment en 1423, alors qu'ils viennent mettre le siège devant la forteresse du Mont-Saint-Michel. Les informateurs sont chargés de confirmer des bruits ou des rumeurs dont se méfient les autorités officielles, soucieuses de contrôler l'information⁴⁸.

42. NICOLAS, Nathalie, *La Guerre et les Fortifications du Haut-Dauphiné...*, op. cit., p. 31, 41.

43. KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 64 ; ALBAN, John, ALLMAND, Christopher-T., « Spies and spying in the 14th century », *War, Literature and Politics in the Late Middle Ages*, ed. C.-T. Allmand, Liverpool, Liverpool University Press, 1979, p. 73-101 ; *L'Envers du décor. Espionnage, complot, trahison, vengeance et violence en pays bourguignons et liégeois*, Publ. du Centre européen d'études bourguignonnes (XIV^e-XVI^e siècle), n° 48, 2008.

44. DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », art. cit., p. 109. Les comptes de la châtellenie de Pont-d'Ain mentionnent plusieurs envois de messagers et espions, notamment « du côté de Varey et de Pérouges, Meximieux, Chausson, Saint-Maurice, Loyes et ailleurs dans la terre du Dauphin, pour connaître l'état des ennemis », CATTIN, Paul (éd.), *Les Comptes de dépenses de la châtellenie de Pont-d'Ain au début du XIV^e siècle (1328-1340)*, Paris, Diffusion De Boccard, 1993, p. 43.

45. KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 56.

46. NICOLAS, Nathalie, *La Guerre et les Fortifications du Haut-Dauphiné...*, op. cit., p. 31, 41.

47. MOAL, Laurence, *L'Étranger en Bretagne au Moyen Âge. Présence, attitudes, perceptions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 174-180, 385.

48. GAUVARD, Claude, « Rumeurs et stéréotypes à la fin du Moyen Âge », dans *La Circulation des nouvelles au Moyen Âge*, 24^e Congrès de la SHMESP, Avignon, juin 1993, Paris, Pub. de la Sorbonne, 1994, p. 157-177, ici p. 165. Ainsi, Jehan Perrot et Jehan Aubet se rendent à Avranches « pour savoir des nouvelles des Anglais et se il estoit vroy si celle armee et asamblee se fessoit telle comme l'en avoit raporté au cappitaine et es bourgeois ». Ceux-ci en ont été prévenus auparavant par « un poursuivant qui estoit

À ces mesures classiques d'organisation de défense territoriale, le comte de Savoie ajoute les interdictions de sortir du comté en cas d'opérations militaires imminentes⁴⁹. Les frontières comportent en fait un autre enjeu que la simple défense, celui du contrôle de la population frontalière, outil de puissance économique auto-finançant la défense⁵⁰. Mais l'ampleur de l'effort de défense varie selon les dangers. Ainsi, le comte de Savoie exige beaucoup pour Montmélian au cœur du principal dispositif interdisant aux Dauphinois de sortir du Grésivaudan, et peu pour le Bourget, protégé par un important hérisson de châteaux. La même différence se constate en pays de Vaud entre Romont, menacée par les voisins alémaniques et Les Clées, proches d'une frontière comtoise longtemps paisible, ou encore en vallée d'Aoste entre Bard, verrou de l'accès à un Piémont longtemps instable, et les acquisitions tardives⁵¹. Cependant, l'effort n'est pas continu dans le temps puisque durant la période ducale on ne distingue plus de politique claire en matière de défense du territoire, et on ne crée plus de fortifications nouvelles adaptées à la présence de l'artillerie⁵². Les frontières restent pourtant des espaces soumis à un climat de tension qui n'est pas sans conséquence sur les fonctions et le recrutement des hommes dans les régions frontalières.

Contrôle territorial et délégation de pouvoirs aux frontières

La question de la maîtrise politique de la frontière nécessite la prise en compte du problème des relations entre le prince et l'aristocratie. Les références à la période antérieure peuvent rester utiles pour comprendre les phénomènes des XIV^e et XV^e siècles. Ainsi, en Normandie, la territorialisation accrue des pouvoirs est matérialisée par le château, mais les formes de contrôle de la frontière élaborées au début du XI^e siècle sont fragiles et fondées sur l'octroi d'une large délégation de pouvoir à des comtes issus de la famille ducale⁵³. On l'observe avec la construction des châteaux frontaliers de Tillières (vers 1005-1017) puis de Bréteils (vers 1054), intégrés dans le réseau féodal traditionnel par l'intermédiaire de l'honneur. La garde en est confiée

eschapé esdits Anglais », Arch. mun. de Rennes, CC 796, f° 7 v°. Voir aussi la quittance d'un « poursuivant du duc qui fut par deux fois de Nantes à Chasteaubrient, devers monsieur dudit lieu pour savoir et s'enquerir des nouvelles des Anglais, estans a Pouencé, et en rapporter responce, L sols. », Arch. mun. de Nantes, CC 88, 1443.

49. DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », art. cit., p. 108-109.

50. LEMOINE DESCOURTIEUX, Astrid, « Les pouvoirs sur la frontière de l'Avre (XI^e-XIII^e siècles), Eure : du pouvoir seigneurial au pouvoir ducal, puis à l'autonomie urbaine », dans FLAMBARD HÉRICHER, Anne-Marie (dir.), *Les Lieux de pouvoir au Moyen Âge en Normandie et sur ses marges*, Publ. du CRAHM, Caen, 2006, p. 101-118, ici p. 114.

51. DEMOTZ, Bernard, « Le châtelain et la guerre... », art. cit., p. 161.

52. *Id.*, *Le Comté de Savoie du X^e au XV^e siècle. Pouvoir, château et État au Moyen Âge*, Genève, Slatkine, 2000, p. 363.

53. BAUDUIN, Pierre, *La Première Normandie (X^e-XI^e siècles). Sur les frontières de la haute Normandie : identité et construction d'une principauté*, Presses universitaires de Caen, 2004, p. 318.

à des barons qui se voient confier par le duc l'administration de cette partie de la frontière. Les honneurs sont subdivisés en plusieurs circonscriptions seigneuriales appelées prévôtées⁵⁴. Mais leurs stratégies ne sont pas toujours conformes à celles des ducs et peuvent induire des forces centrifuges, voire présenter un risque grave de dislocation sur les marges du duché. Une large délégation des pouvoirs constitue donc une politique risquée. Une rupture avec l'autorité ducal s'accompagne souvent de la recherche d'appuis extérieurs qui peut, dans le cas de la révolte de Guillaume d'Arques, ouvrir la frontière orientale du duché aux ennemis de Guillaume le Bâtard. L'autorité ducal sur les marges de la principauté est donc très fluctuante⁵⁵. Au début du XII^e siècle, la politique ducal en matière de contrôle territorial et de délégation des pouvoirs se modifie. Henri 1^{er} fonde sur l'Avre deux villes dont il est l'unique seigneur, Nonancourt (1112-1123) et Verneuil (1119-1126), afin de reprendre en main le pouvoir ducal⁵⁶. Les officiers ducaux sont des prévôts, puis des baillis avec l'arrivée des Plantagenêts. Tous révocables, ils constituent des instruments de la centralisation progressive du pouvoir ducal et s'occupent de la défense, essentielle dans cette zone frontalière. Les forteresses sont confiées à un « gardien » ou connétable, également révocable. Les châteaux semblent avoir été confiés à des fidèles du duc. Il s'agissait dans cette partie de la frontière d'éviter les intérêts personnels et mettre hors-jeu les grands barons et leurs réseaux seigneuriaux⁵⁷.

Ailleurs aussi, les officiers locaux constituent des instruments essentiels dans la construction territoriale et l'affirmation du pouvoir princier. Partout, au XIII^e siècle, on assiste à leur multiplication en même temps qu'à leur diversification et hiérarchisation et il n'est pas étonnant de leur voir jouer un rôle-clé dans la maîtrise de l'espace frontalier⁵⁸. Revenons sur le rôle du châtelain. Sa première fonction consiste en la défense du château et de son territoire notamment dans les États pourvus d'institutions définies et engagés dans les guerres comme la Savoie. La dilatation de la principauté alpine entraîne une plus grande surveillance du châtelain par l'administration centrale pour assurer le contrôle du territoire, un système qui se révèle efficace puisque les ennemis n'ont pas réussi à opérer d'incursion profonde dans le comté⁵⁹. Cette fonction militaire des châtelains se retrouve également dans les États qui ne disposent pas d'armées constituées comme dans le Bourbonnais. À partir des années 1360, on trouve un nouveau titre, celui de capitaine-châtelain, qui témoigne de l'évolution des fonctions du châtelain, consistant en une mission de contrôle et de

54. LEMOINE DESCOURTIEUX, Astrid, « Les pouvoirs sur la frontière de l'Avre... », art. cit., p. 103.

55. BAUDUIN, Pierre, *La Première Normandie*, op. cit., p. 319.

56. POWER, Daniel, *The Norman Frontier...*, op. cit., p. 32.

57. LEMOINE DESCOURTIEUX, Astrid, « Les pouvoirs sur la frontière de l'Avre... », art. cit., p. 105-117.

58. CASTELNUOVO, Guido, MATTÉONI, Olivier (dir.), *De part et d'autre des Alpes...*, op. cit., p. 7, 10, 13.

59. DEMOTZ, Bernard, « Le châtelain et la guerre... », art. cit. p. 155.

direction des contingents même si les considérations militaires ne sont pas seules en jeu. Les châtelainies concernées par l'instauration de capitaineries ont un intérêt stratégique : elles sont situées en frontière, aux confins de l'Auvergne ou aux limites du Lyonnais alors occupées par les troupes de Seguin de Badefol⁶⁰. C'est aussi la menace savoyarde, tout au long du xv^e siècle, qui renforce le caractère militaire du châtelain, processus qui s'observe par exemple dans les Dombes. Le Beaujolais est envahi à plusieurs reprises par les troupes savoyardes et, pour remédier à cette menace, sont placés à la tête de chaque châtelainie un châtelain, chargé de la défense militaire, un bailli, connaissant le pays et ayant autorité sur les nobles locaux, amenés à servir dans l'ost et des juges, pourvus de grandes compétences juridiques pour dénouer les nombreux conflits de frontières avec les officiers savoyards⁶¹.

La nécessité de protéger des zones frontalières a pu profiter également à l'autonomie urbaine au xiii^e siècle. On le voit en Normandie où les villes exercent un rayonnement juridique, administratif et défensif procédant directement du pouvoir ducal. Pour protéger la frontière de l'Avre, une commune est constituée à Verneuil avec les prémices d'une délégation de pouvoir en faveur des représentants de la population locale⁶². Le phénomène prend encore plus d'ampleur en Savoie où de nombreuses villes sont dotées de chartes de franchises. Bon nombre de ces villes franches se situent généralement sur les grands axes de communication et dans des régions menacées par les conflits. Ainsi, Thomas I^{er}, en froid avec les évêques de Sion et de Lausanne, fait construire à côté du château de Chillon, à la limite des deux diocèses, Villeneuve-de-Chillon qu'il munit d'une charte de franchise. Au nord des Alpes, les villes franches se multiplient dans les territoires les plus touchés par la guerre depuis la prise de pouvoir du comte Philippe et le début de la coalition entre le comte de Genève et le Dauphin de Viennois. Pour le comte de Savoie, il s'agit de maintenir la communication entre les différentes parties de leurs domaines et garder l'accès aux riches pays à blé à l'ouest. Les villes franches se situent aussi dans des territoires particulièrement exposés ou enclavés, comme Saint-Jean-de Bournay, encerclée par les terres du Dauphin, et dont la charte est octroyée par Amédée V en 1292. La relation directe entre des événements militaires connus et la date d'établissement d'une première charte de franchise n'est pas attestée, mais à Thonon, en 1268, le comte Philippe accorde une franchise au moment même où il y menait une guerre contre le Dauphin⁶³. La concession des

60. MATTÉONI, Oliver, « Service du prince, fonction châtelaine et élites nobiliaires dans la principauté bourbonnaise à la fin du Moyen Âge », *De part et d'autre des Alpes...*, op. cit., p. 258-259.

61. *Id.*, *Servir le prince. Les officiers des ducs de Bourbon à la fin du Moyen Âge (1356-1523)*, Paris, Publ. de la Sorbonne, p. 81.

62. LEMOINE DESCOURTIEUX, Astrid, « Les pouvoirs sur la frontière de l'Avre... », art. cit., p. 105-117 ; POWER, Daniel, *The Norman Frontier...*, op. cit., p. 35.

63. De même à Nyon (Amédée V, 1293) et à Ballon (Édouard, 1326), le comte fit rédiger la charte immédiatement après la conquête d'une ville ennemie, MARIOTTE-LÖBER, Ruth, *Ville*

franchises paraît être intervenue à l'initiative du comte de Savoie sans que les bourgeois n'aient exercé aucune pression.

La frontière : une limite de l'autorité princière

La frontière comporte une implication politique car elle constitue une limite d'autorité supérieure⁶⁴. Le pouvoir princier est porté jusqu'aux frontières théoriques et le caractère de la frontière acquiert un nouveau degré de précision. À la fin du Moyen Âge, plusieurs principautés deviennent de véritables États princiers dans lesquels est mise en œuvre une politique de centralisation en matière financière, judiciaire, politique et militaire⁶⁵. On y distingue ceux qui sont nés dans la principauté et ceux qui viennent de l'extérieur.

La frontière marque tout d'abord les confins de la juridiction à l'intérieur de laquelle tous les habitants obéissent à la même coutume, aux mêmes lois, ce qui atteste du sentiment d'un « État territorial » au sens moderne du terme⁶⁶. Les princes se réservent les prérogatives du pouvoir et développent un droit qu'ils veulent applicable à tous, sur l'ensemble du pays⁶⁷. À la fin du XI^e et au début du XII^e siècle, les plaids généraux, c'est-à-dire les réunions qui rassemblent les chefs des principautés bourguignonnes, se tiennent toujours en marche comme si ces grands personnages ne tenaient pas à entrer trop dans le territoire de l'autre⁶⁸. La frontière est un lieu d'accueil des visiteurs, de négociations, de contacts diplomatiques, également à partir du moment où les démarches en vue de pacifier la zone frontière se multiplient⁶⁹. On le voit aussi avec les pratiques judiciaires qui s'exercent sur le terrain. Quand un malfaiteur est banni de Normandie, l'usage veut qu'il soit

et seigneurie. Les chartes de franchises des comtes de Savoie, fin XII^e siècle-1343, Annecy, Académie Florimontane, Genève, Droz, 1973, p. 13-16.

64. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés...*, *op. cit.*, p. 315.

65. KERHERVÉ, Jean, « Principauté territoriale », *Dictionnaire du Moyen Âge*, sous la direction de GAUVARD, Claude, LIBERA, Alain de, ZINK, Michel, Paris, PUF, 2002, coll. « Quadrige », p. 1147-1148.

66. RICHARD, Jean, « "Enclaves" royales et limites de provinces : les élections bourguignonnes », *Annales de Bourgogne*, t. 20, 1948, p. 89-113, ici p. 89.

67. CAUCHIES, Jean-Marie, « Le prince territorial au bas Moyen Âge dans les Anciens Pays-Bas. Quinze années de recherches en Belgique (1975-1990) », *Le Prince et le pouvoir au Moyen Âge...*, *op. cit.*, p. 35-48, ici p. 41.

68. RICHARD, Jean, *Les Ducs de Bourgogne et la formation du duché du XI^e au XIV^e siècle*, Paris, Les Belles-Lettres, 1954, p. 25.

69. C'est là, par exemple, que se rencontrent les officiers savoyards et dauphinois sur les bords de l'Isère et les souverains en visite. Ainsi, à la Toussaint 1310, le roi des Romains Henri de Luxembourg est reçu à Montmélian, DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », *art. cit.*, p. 110. De plus, des négociations à Pontorson entre les représentants du duc de Bretagne et ceux du roi d'Angleterre envisagent ainsi, en mars 1421, la libération réciproque des prisonniers et l'indemnisation sans délai des dommages causés, CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne...*, *op. cit.*, p. 422. Le 17 novembre 1355, à la limite nord du comté de Foix, Gaston III rencontre le Prince Noir, dont les bandes anglo-gasconnes venaient de ravager le Languedoc, BOURRET, Christian, *Un Royaume transpyrénéen? La tentative de la maison de Foix-Béarn-Albret à la fin du Moyen Âge*, Pyrgraph éd., p. 50. Sur les marches, lieux de

conduit par la justice du pays jusqu'à la rivière du Couesnon qui marque la séparation avec la Bretagne⁷⁰. Il faut arrêter les délinquants avant le franchissement de la frontière. Mais il existe des exemples d'extradition qui supposent l'existence de conventions entre principautés voisines, comme celle passée en 1371 entre la Savoie et le Dauphiné⁷¹. C'est également dans les limites des frontières que la protection des marchands est assurée, à partir du moment où ils s'acquittent des droits et taxes. Le pouvoir d'assurer la police et le conduit des routes fait aussi partie des prérogatives princières, la protection étant matérialisée par des congés, des sauvegardes ou sauf-conduits délivrés par les services centraux⁷². En Bourgogne par exemple, dès le début du XIII^e siècle, un « point frontière » sépare à travers le comté de Bar-sur-Seine les territoires que le duc reconnaissait comme champenois de ceux qu'il considérait comme placés sous son contrôle. Pont d'Augustines marque le point où les marchands quittent la partie de route où ils sont protégés par le conduit ducal pour celle où ils relèvent de celui du comte de Champagne⁷³. Le contrôle des voies de communication frontalières s'avère également primordial pour la politique territoriale des comtes de Savoie, l'axe principal de leurs possessions étant constitué par la route du Mont-Cenis qui reliait la France et l'Italie, dont l'importance n'a fait que s'accroître depuis la seconde moitié du XIII^e siècle. Avec le Mont-Cenis et le Grand-Saint-Bernard, les comtes contrôlent deux des principaux cols des Alpes occidentales par lesquels s'effectuait au Moyen Âge une grande partie des communications entre la France ou l'Europe du Nord et l'Italie⁷⁴. Outre des recettes douanières appréciables cette situation leur assure un prestige politique non négligeable. Mais jusqu'au milieu du XIV^e siècle, ces territoires groupés autour des routes des cols sont loin de constituer un seul tenant puisque les possessions et droits de seigneurs voisins sont

tractations, voir OFFENSTADT, Nicolas, *Faire la paix au Moyen Âge. Discours et gestes de paix pendant la guerre de Cent Ans*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 152.

70. « Les receveurs du duc, depuis toujours et encore a present, peuvent poursuivre les marchands de Bretagne et leurs marchandises jusqu'audit lieu de Pontorson, tant en amont qu'en aval de ladite riviere jusqu'a la mer. Quant aux marchands de Normandie, des lors qu'ils passent ladite riviere devers Bretagne, ils ne peuvent estre poursuivis par les officiers du roy en Normandie », CINTRÉ, René, « Entre Bretagne et Normandie, les problèmes de la frontière franco-bretonne au XV^e siècle », dans QUAGHEBEUR, Joëlle et de MERDRIGNAC, Bernard (dir.), *Bretons et Normands au Moyen Âge. Rivalités, malentendus, convergences*, Colloque international de Cerisy-la-Salle, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 301-314, ici p. 308.

71. DEMOTZ, Bernard, « La frontière au Moyen Âge... », art. cit., p. 111.

72. En Bretagne, les sauf-conduits étaient délivrés par la chancellerie, MOAL, Laurence, *L'Étranger en Bretagne au Moyen Âge...*, op. cit., p. 226-233.

73. RICHARD, Jean, *Les Ducs de Bourgogne...*, op. cit., p. 118, 175; *Id.*, « Le conduit des routes et la fixation des limites entre mouvances féodales », *Annales de Bourgogne*, 1952, p. 85-101, ici p. 91-92, 100-101.

74. DUPARC, Pierre, « Un péage savoyard sur la route du Mont-Cenis aux XIII^e et XIV^e siècles », *Bulletin Philologique et Historique*, 1960, vol 1, p. 145-187; LAVIS-TRAFFORT, Marc-Antoine, « Études sur les voies transalpines dans la région du Mont-Cenis depuis l'antiquité classique jusqu'au bout du XIII^e siècle », *Bulletin Philologique et Historique*, 1960, p. 61-91.

étroitement enchevêtrés avec ceux des comtes de Savoie. Parmi leurs plus redoutables adversaires figurent notamment les comtes d'Albon, dauphins de Viennois, dont les possessions s'étendent tout au long de la frontière méridionale du comté de Savoie entre le Rhône et le Mont-Genèvre⁷⁵. La frontière est encore plus marquée en cas de conflit avec un État voisin, lorsque les princes prennent des mesures d'interdiction d'exporter⁷⁶. C'est le cas dans la guerre des gabelles entre la Savoie et le Dauphiné. En 1292, notamment, dans la vallée de l'Isère, le Dauphin ajoute aux péages existants une gabelle sur tous les produits qui passent pour aller en Savoie, particulièrement sur le sel qui venait de la zone méditerranéenne, ainsi que sur les produits métallurgiques et sur les gros draps. En riposte à cette mesure, le comte institue à son tour une gabelle⁷⁷. La frontière, avec ses taxes et ses péages, est donc un élément de la guerre économique.

La frontière n'est pas seulement marquée par les conflits. C'est aussi une zone de porosité et d'échanges, source d'importants revenus, comme en témoigne la multiplication des foires de part et d'autre de la frontière de la Bretagne avec la Normandie, le Maine, l'Anjou et le Poitou. Une grande partie du commerce transfrontalier est assurée par la Loire. Le sel, produit à Bourgneuf et à Guérande, est acheminé vers l'amont, tandis que les vins d'Anjou et du Poitou descendent vers l'aval⁷⁸. Des droits d'entrée et de sortie sont perçus sur les innombrables marchandises qui transitent par les villes-frontières de Bretagne et des provinces voisines. Les ducs cherchent à en tirer profit, ce qui les amène à intervenir activement dans le domaine économique et à multiplier les péages. La taxation des échanges à l'importation et à l'exportation, assurée par une réglementation de plus en plus précise et un personnel spécialisé, aboutit à la fixation d'une frontière économique et fiscale. Un acte de 1425 désigne clairement les « entrees et yssues de ce païs et duchié » sur la frontière orientale, par lesquelles il est défendu aux marchands de passer sans en payer les taxes⁷⁹. L'acquisition de certaines seigneuries, comme celle de Champtocé en 1438, accentue la centralisation financière et dans le même temps la notion de frontière fiscale, même si la fraude se développe avec le durcissement des barrières et la multiplication des postes péagers. Mais le système douanier breton est incomplet puisqu'au passage de la

75. MARIOTTE-LÖBER, Ruth, *Ville et seigneurie. Les chartes de franchises des comtes de Savoie, fin XI^e siècle-1343*, Annecy, Académie Florimontane, Genève, Droz, 1973, p. 5.

76. DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », art. cit., p. 109.

77. *Ibidem*, p. 109. On le voit également en 1481, à l'occasion d'un différend entre la Bretagne et la France. En représailles à la défense du roi de France d'exporter du vin en Bretagne, le duc interdit de vendre du blé aux Angevins, BOUCHART, Alain, dans : *Les Grandes Chroniques de Bretagne*, éd. par Marie-Louise AUGER, et Gustave JEANNEAU, sous la direction de GUENÉE, Bernard, Paris, CNRS, 1986-1997, t. II, p. 447.

78. BOUGOUIN, Émile « La navigation sur la Basse-Loire au milieu du XIV^e siècle, d'après un compte de péage inédit », *Revue Historique*, 1935, n° 175, p. 482-496, ici p. 485-486 ; GALLICÉ, Alain, *Guérande au Moyen Âge. Guérande, Le Croisic, le pays guérandais du milieu du XIV^e au milieu du XV^e siècle*, Rennes, PUR, 2003, p. 295-307.

79. CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne...*, op. cit., p. 72.

frontière orientale, à part le vin taxé autant à l'entrée qu'à la sortie, la priorité est donnée à la taxe à l'exportation.

La frontière se matérialise donc par les actions princières de plus en plus marquées et apparaît comme une région de « surinvestissement de puissance publique⁸⁰ ». La géographie politique et administrative se fait plus précise, mais le caractère de la frontière devient aussi plus complexe.

Des limites féodales aux limites étatiques ?

La définition des frontières évolue vers une plus grande précision avec la création de l'État moderne. Le degré de précision est très variable selon les régions, et il faut prendre en compte la diversité des zones frontalières (limites naturelles ou artificielles, anciennes ou nouvelles, linéaires ou zones de marches établies sur la coutume) ainsi que les pratiques pour les rendre « visibles ».

Frontière linéaire ou zone frontalière ?

Le terme de « frontière » compris dans le sens de « limite d'État qui doit être mise en défense et garnie de troupe » n'apparaît pas avant 1315⁸¹. Cependant, dans la réalité de la vie des États, le Moyen Âge a connu assez tôt la notion de frontière linéaire contrairement à une opinion longtemps répandue, ce qui se traduit par un vocabulaire qui prend soin de séparer les frontières des marches, sans pour autant faire disparaître l'idée d'une bande de terre aux contours plus flous⁸². C'est en fait la dualité qui est de mise⁸³. Loin d'être statique, la frontière désigne à un moment donné un point de tension, un front pionnier, une étape de l'avancée, un élément de délimitation spatiale. Le terme est donc associé à l'idée de front où s'édifient des châteaux⁸⁴. Mais encore faut-il distinguer les frontières stables et anciennes des frontières provisoires. La frontière évolue en effet dans le temps et dans l'espace. Par exemple, l'accord de 1289 qui fixe les limites entre le duché de Bourgogne et la Bresse savoyarde donne lieu à une frontière précise, linéaire. En revanche, les terres de Thoire et le Piémont sont plutôt des zones de frontières tardives, formées lentement. La première

80. TOUBERT, Pierre, « Frontière et frontières... », art. cit., p. 13.

81. GAUVARD, Claude, « L'opinion publique... », art. cit., p. 129, 136.

82. GAUTIER DALCHÉ, Patrick, « De la liste à la carte : limite et frontière dans la géographie et la cartographie de l'Occident médiéval », in *Frontière et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen Âge, Castrum IV*, Rome, École française de Rome et Madrid, Casa de Velásquez, 1992, p. 19-31, ici p. 19. Voir aussi NORDMAN, Daniel, *Frontières de France, de l'espace au territoire, XVI^e - XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1998, p. 23 sqq.

83. TOUBERT, Pierre, « Frontière et frontières... », art. cit., p. 12.

84. SÉNAC, Philippe, « Frontière et reconquête dans l'Aragon du XI^e siècle », *Frontières et espaces pyrénéens au Moyen Âge*, CREPE, Perpignan, 1992, p. 47-60, ici p. 50, 54. L'expression « faire frontière aux Anglais » se rencontre chez Froissart, KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 33.

reste une sorte de marche, alors que la seconde reste un front mouvant⁸⁵. La structuration de l'espace princier se renforce et ne se traduit pas seulement par des réseaux denses à l'intérieur d'un territoire. Dans les cas où le voisinage produit des principautés de force équivalente, la périphérie s'organise sous la forme de frontières plutôt que sous celle de marches. Les frontières naturelles ont pu être utilisées mais des tracés purement politiques sont très fréquents comme c'est le cas entre la Savoie et la Bourgogne⁸⁶. En Béarn, le tracé frontalier manifeste en général « un mépris évident pour la géographie physique ». En effet, ce territoire est délimité géographiquement à l'est par un rebord de plateau dominant la plaine de l'Adour, mais la frontière ne suit jamais la crête ni le pied des coteaux⁸⁷. Le comte de Foix hérissé le pays de châteaux forts, transforme en points d'appui toutes les églises ou grosses fermes situées à la limite de ses États et contribue ainsi à définir les frontières pour des raisons surtout politiques.

Le processus de délimitation de la frontière est très précoce en Normandie. Cela tient à l'ancienneté de la formation du duché, fixé dans ses limites propres dès la première moitié du x^e siècle, et au caractère nettement séparant de la frontière normande parce qu'elle correspond aux limites des anciens *pagi* sur lesquels furent calqués les ressorts ecclésiastiques. Presque dès le début du duché, les frontières sont établies et changent très peu avant la fin du xii^e siècle. Les limites correspondent à une frontière linéaire qui borne un État bien articulé, créé et maintenu par le pouvoir de l'autorité centrale et centralisatrice⁸⁸. Dans l'ensemble, les frontières suivent les barrières naturelles, le plus souvent des rivières, mais leur caractère était surtout militaire. Elles marquent surtout des régions de conquêtes scandinaves. Les châteaux, construits pour marquer et défendre le territoire contre les étrangers, ont ainsi pu contribuer à fixer la frontière. Mais il faut nuancer le concept de frontière linéaire puisque la ligne de châteaux conserve un caractère provisoire⁸⁹. En revanche, le duché breton,

85. DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », art. cit., p. 104. De la même manière, la *Vita* de saint M'Hervé met en évidence la double conception du mot frontière : une notion de frontière linéaire avec la rivière de l'Ingolier, à l'intérieur d'un massif forestier formant une frontière épaisse, CHÉDEVILLE, André, TONNERRE, Noël-Yves, *La Bretagne féodale*, op. cit., p. 56 ; BRUNTERC'H, Jean-Pierre, « Géographie historique et hagiographie : la Vie de saint Mervé », *Mélanges de l'École française de Rome*, t. 95, 1983-1, p. 7-63.

86. En Savoie, la limite des eaux, plus que celle des crêtes, a pu être adoptée. Le traité de Paris de 1355 fixe au Guiers et au Rhône la frontière delphino-savoyarde. Ce type de limite paraît rigoureux, mais ce n'est pas si simple. Le comte de Savoie garde, au sud du Rhône, l'hommage des sires d'Anthon, DEMOTZ, Bernard, *Le Comté de Savoie*, op. cit., p. 65.

87. La seule exception à cette règle d'un mépris absolu pour les points de repères naturels : la frontière méridionale séparant le Béarn de l'Aragon et de la Navarre, le long de la crête pyrénéenne. Jusqu'au xvi^e siècle, il ne s'agit pas une véritable frontière mais d'une limite de répartition de zones de pâturages, TUCOO-CHALA, Pierre, « Principautés et frontières... », art. cit., p. 121-122.

88. LEWIS, Andrew, « Observations... », art. cit., p. 149.

89. L'exemple est donné avec Ambrières, aux confins du Maine, qui, d'après l'*Histoire de Guillaume le Conquérant*, n'est pas une ligne de séparation, mais plutôt une ligne d'expansion, base de futures annexions, *ibid.*, p. 152. Le récit de Guillaume de Poitiers raconte

qui ne procède pas d'une inféodation primitive, a des frontières linéaires, « sans solution de continuité », ce qui est souligné dans l'enquête sur les droits royaux des ducs en 1455 :

« Le païs et duché de Bretagne entierement distingué et separé d'autres [...] celui pays de Bretagne est pays entier, sans qu'il y ait aucune chose enclavée en iceluy qui estoit du ressort et gouvernement unique dudit païs et a ses fins et mettes avec entresaignes [...] »⁹⁰. »

L'exemple breton d'une principauté compacte d'un seul tenant est finalement exceptionnel puisque dans la plupart des cas, l'unification est incomplète et les frontières sont discontinues. Mais cette absence de continuité n'est pas le seul problème.

Des frontières perméables aux institutions françaises

Le prince n'est pas complètement maître dans son État. En effet, la frontière n'arrête pas toujours la fiscalité de l'État royal. Le roi, par exemple, prend l'habitude de lever des fouages et des aides dans les possessions du duc de Bourbon pendant la guerre de Cent ans⁹¹. Il en est de même de la justice puisque, d'une part, les lettres de rémission sont susceptibles d'interrompre le cours de la justice ducal et d'autre part, les droits de souveraineté et de ressort (appel au parlement de Paris) sont réservés par la monarchie, c'est-à-dire que l'on peut faire appel de la justice ducal à la justice royale. Pair de France, le duc de Bourbon relève du parlement de Paris pour plusieurs procès personnels qui l'opposent aux seigneurs, pour les causes opposant le duc et ses officiers ou encore les jugements en appel des causes déjà tranchées par les baillis des différentes seigneuries. Les différentes seigneuries qui constituent l'État bourbonnais relèvent du ressort du Parlement de Paris. On peut faire appel des tribunaux ducaux devant cette juridiction suprême. Le Parlement n'a pas toujours une attitude hostile mais pour la royauté c'est un moyen d'action efficace si le duc se montre trop indépendant⁹². C'est le cas en Bretagne, du moins jusqu'à la création d'un parlement souverain en 1485. Même si, dès le début du règne de Jean IV (1364-1399), les ducs s'opposent à toute intrusion de la justice

qu'après avoir repris Alençon et Domfront (1053 ou 1054), Guillaume le Conquérant s'empare d'Ambrières. Un message est alors porté à Geoffroi Martel, comte d'Anjou, pour lui annoncer la construction d'un château sur sa terre, BARTHÉLÉMY, Dominique, *La Chevalerie. De la Germanie antique à la France du XI^e siècle*, 1^{re} éd. Paris, Fayard, 2007, rééd. Paris, Périm, 2012, p. 186-187.

90. KERHERVÉ, Jean, *Histoire de la France*, op. cit., p. 199, 218-219; MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires*, op. cit., t. II, col. 1653.

91. LEGUAI, André, « Les ducs de Bourbon (de Louis II au connétable de Bourbon) : leurs pouvoirs et leur pouvoir », *Les Princes et le pouvoir au Moyen Âge*, op. cit., p. 211-228, ici p. 225.

92. ID., *Les Ducs de Bourbon pendant la crise monarchique du XV^e siècle. Contribution à l'étude des apanages*, Paris, Les Belles Lettres, 1962, p. 21, 29.

royale dans leur pays et essaient de refuser l'exécution des sentences royales, ils ne peuvent pas toujours rejeter l'action des officiers du roi dont l'ingérence est particulièrement mal ressentie dans les zones frontalières⁹³. On le voit aussi en Flandre où l'on observe depuis Philippe le Bon une recrudescence des appels devant la grande cour royale. Les princes cherchent à mettre fin à l'existence de ce ressort mais aussi à toutes interventions susceptibles de freiner le processus d'unification judiciaire de leurs États, enclenché par l'établissement progressif d'une cour suprême compétente à l'échelle de tous les Pays-Bas⁹⁴. Mais cela n'empêche pas le succès du Parlement de Paris à la fin du Moyen Âge, qui s'explique d'ailleurs davantage par la confiance manifestée à son égard par les sujets comtaux et les plaideurs que par l'influence royale elle-même⁹⁵.

Une autre difficulté tient en l'absence de solidarité des possessions. En Béarn, Gaston III Fébus possède « un patrimoine à cheval sur des mouvances aussi incompatibles que celles du roi de France, du maître de la Guyenne, son ennemi anglais, et du roi d'Aragon ». Par ailleurs, son implantation au centre et à l'ouest des Pyrénées reste incomplète du fait des possessions du comte d'Armagnac qui s'enfoncent en Bigorre entre Foix et Béarn⁹⁶. Le Bourbonnais constitue un autre exemple d'État princier inachevé, sans unité géographique et dont les « frontières » ou « limites » restent mouvantes et perméables du fait des liens étroits entre ses princes et la royauté notamment, sans oublier que les territoires au-delà de la Saône relèvent de l'Empire⁹⁷. Ainsi, l'Auvergne est rattachée au Bourbonnais à partir de 1400 mais de nombreuses restrictions sont apportées à l'autorité ducale avec les exemptions des évêques de Clermont et de Saint-Flour ou encore des abbayes et prieurés dépendants de Cluny sous garde du roi. Le roi conserve au cœur même de l'Auvergne Usson et Montferrand avec un bailli royal⁹⁸. Louis XI profite de cette situation et accentue la politique de grignotage. Jean II doit ainsi renoncer à ses droits sur le comté de la Marche, la seigneurie de Montaigut-en-Combrailles, le comté de Clermont-en-Beauvaisis et le Beaujolais « à la part du royaume », des territoires donnés en apanage à son frère Pierre de Beaujeu, marié à la fille de Louis XI,

93. MOAL, Laurence, *L'Étranger en Bretagne au Moyen Âge...*, op. cit., p. 285-287.

94. CAUCHIES, Jean-Marie, « Le prince territorial... », art. cit., p. 39.

95. *Ibidem*, p. 40; DAUCHY, Serge, « Le Parlement de Paris juge conciliant ou arbitre contraignant ? Les conflits entre Philippe le Bon et ses bonnes villes de Flandres », dans *Publications du Centre européen d'études bourguignonnes (XIV^e-XV^e siècles)*, n° 33, 1993, p. 143-153; *Id.*, *Les Appels flamands au Parlement de Paris. Regestes des dossiers de procès reconstitués d'après les registres du Parlement et les sources conservées dans les dépôts d'archives de Belgique et du Nord de la France*, Bruxelles, Commission Royale pour la publication des Anciennes Lois et Ordonnances de Belgique, 1998.

96. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés*, op. cit., p. 39, 168.

97. LEGUAI, André, « Les ducs de Bourbon... », art. cit., p. 226; GERMAIN, René, « Les sires de Bourbon et le pouvoir. De la seigneurie à la principauté », *Les Princes et le pouvoir au Moyen Âge*, op. cit., p. 195-210.

98. LEGUAI, André, *Les Ducs de Bourbon...*, op. cit., p. 107.

Anne de France. Le 17 octobre 1482, Jean II complète l'apanage en cédant le Beaujolais « à la part de l'Empire⁹⁹ ».

La situation de la Bourgogne est également complexe puisque le duché possède à la fois une frontière avec le royaume et une autre avec l'Empire¹⁰⁰. Se pose alors le problème de la double dépendance féodale. La Flandre relève à la fois du roi de France et de l'empereur germanique, l'ensemble des États bourguignons finissant par se trouver à cheval sur la frontière impériale (carte 2). Mais la véritable frontière est-elle entre la Bourgogne et le royaume, entre la Bourgogne et l'Empire, ou bien entre le royaume et l'Empire ? Pour le duc de Bourgogne, le plus difficile à gérer reste l'idée de la discontinuité de la frontière. Dès le début du XIII^e siècle, le roi possède en Bourgogne tout un faisceau de possessions directes ou indirectes, des terres étrangères au duché proprement dit qui portent le nom de « terres royaulx enclavees es mettes du duché de Bourgogne » dont la dispersion même lui permet d'être partout présent. Ces îlots reconnaissaient pour seule autorité celle du roi de France et de ses officiers, et, à partir de la fin du XIII^e siècle, l'activité envahissante des agents royaux parvient à son comble¹⁰¹. Pour compliquer la situation, le pouvoir du duc peut aussi s'exercer indirectement au-delà des frontières de sa principauté par un jeu d'influences grâce à l'accusation de fidèles du duc aux sièges épiscopaux des régions concernées par l'expansion bourguignonne¹⁰². De plus, aux XII^e et XIII^e siècles, le jeu des reprises de fief a permis au duc d'acquérir de nombreux territoires au cœur des possessions champenoises, comtoises ou langroises. Les domaines champenois avaient fini par échapper à la Bourgogne. Les enclaves duciales en Bresse et Revermont ont finalement été cédées à la maison de Savoie à la fin du XIII^e siècle. Mais le duc continue de posséder de nombreuses enclaves, notamment dans les domaines de l'évêque de Langres. Des terres éparses attestent aussi de la présence du duc jusque sur la frontière lorraine et comtoise. Après le traité d'Arras, les officiers ducaux profitent de leur existence pour reporter la frontière des « pays de Bourgogne » le plus au nord possible¹⁰³.

99. *Ibidem*, p. 184. Le comté de la Marche, donné en apanage en 1357 à la branche cadette des Bourbons, est resté dans les mains de celle-ci jusqu'en 1435, date à laquelle Louis de Bourbon, comte de Vendôme, l'abandonne à Bernard d'Armagnac. En 1462, le fils aîné de Bernard, Jacques, duc de Nemours, en hérite, mais arrêté par Louis XI, ses biens sont confisqués et le comté de la Marche est donné à Pierre de Beaujeu. Ce dernier le ramène sous l'emprise directe de la branche principale des Bourbons en 1488, MATTÉONI, Olivier, *Servir le prince...*, op. cit., p. 90-92.

100. La Franche-Comté, terre d'Empire, est rattachée au duché de Bourgogne sous l'égide du duc Eude IV, créant ainsi la première union bourguignonne, GRESSER, Pierre, *La Franche-Comté au temps de la guerre de Cent Ans*, Besançon, Cêtre, 1989, p. 11.

101. RICHARD, Jean, « "Enclaves" royales... », art. cit., p. 89-92.

102. Tournai et Tournais par exemple ne sont jamais intégrés dans l'ensemble territorial bourguignon mais les ducs confient le siège épiscopal de Tournai à leurs conseillers, SCHNERB, Bertrand, *L'État bourguignon, 1363-1477*, Paris, Perrin, 1999, p. 204, 226.

103. RICHARD, Jean, « "Enclaves" royales... », art. cit., p. 106.

Carte 2 – L'État bourguignon, 1363-1477 (KERHERVÉ, Jean, Histoire de la France, la naissance de l'État moderne, 1180-1492, Hachette, 1998, p. 212)

Les frontières effectives entre les principautés territoriales peuvent donc se révéler très confuses, mais elles sont beaucoup moins floues qu'on ne l'a longtemps cru. Les frontières entre les principautés néerlandaises, par exemple, se présentaient comme de véritables « lignes de démarcation » qui n'ont pas disparu avec l'instauration des Pays-Bas bourguignons et

qui gardent leur importance à la fin du Moyen Âge, même pour les nobles possessionnés dans plusieurs régions¹⁰⁴.

Le maintien d'un statut de marches

L'existence d'une frontière linéaire n'empêche pas le maintien d'une marche, c'est-à-dire un territoire situé à côté des limites linéaires, qui formait une partie de la frontière¹⁰⁵. Elle désigne une limite rudimentaire de deux États féodaux, une zone de ressort mal définie, d'enchevêtrement de droits et d'influences, où quelques points-limites sont fixés. Les seigneurs prêtent un hommage qui assure le respect de cette frontière. Les principautés sont elles-mêmes issues de marches, de régions frontalières où étaient attribués des pouvoirs hors du commun procurant à leur titulaire, depuis les temps carolingiens, une autonomie militaire¹⁰⁶. Si l'usage est courant au XII^e siècle, il commence à s'effacer au XIII^e et au début du XV^e siècle. Le terme qualifie essentiellement la région ouest de la France en bordure du duché de Bretagne¹⁰⁷. La frontière ne suit pas ici une limite naturelle et les paroisses limitrophes organisent un glacis sur une largeur de quinze à vingt kilomètres (carte 3)¹⁰⁸. Le statut des marches entre Bretagne, Anjou et Poitou est élaboré au cours des XII^e et XIII^e siècles, à une époque où les aires d'influence des grands fiefs ne se sont pas encore stabilisées, des accords entre les seigneurs rivaux ayant abouti à la définition d'un ensemble de règles qui constituent la *coutume de la marche*¹⁰⁹. Elles permettent de résoudre les problèmes posés par l'enchevêtrement des droits de fief, de juridiction et de souveraineté. Juridiquement parlant, on distingue deux ou trois grandes catégories de marches « séparantes¹¹⁰ ». Dans les marches « communes de Bretagne et de Poitou », la situation juridique est très complexe en raison du principe constitutif de l'indivision totale, de la double souveraineté qui les place dans une situation originale du point de vue du droit féodal ou de la coutume. Les « marchetons » sont à la fois sujets du roi et du duc. L'exemption des marches concerne l'ensemble

104. BUYLAERT, Frederik, « Les anciens Pays-Bas : nouvelles approches. La noblesse et l'unification des Pays-Bas. Naissance d'une noblesse bourguignonne à la fin du Moyen Âge ? », *Revue historique*, 2010/1, n° 653, p. 3-25, ici p. 5-6.

105. LEWIS, Andrew, « Observations... », art. cit., p. 153.

106. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés...*, op. cit., p. 105. Les pouvoirs des ducs sont à l'origine surtout d'ordre militaire. Le duché est l'équivalent d'une marche, c'est-à-dire d'un territoire dans lequel le marquis ou comte exerce le commandement de toutes les troupes en face de l'ennemi, RICHARD, Jean, *Les Ducs de Bourgogne*, op. cit., p. 22.

107. *Ibidem*, p. 25, 173; GAUVARD, Claude, « L'opinion publique... », art. cit., p. 129.

108. CHÉDEVILLE, André, TONNERRE, Noël-Yves, *La Bretagne féodale*, op. cit., p. 25.

109. PLANIOL, Marcel, *La Très Ancienne Coutume de Bretagne*, Paris, 1896, Genève, rééd. Slatkine, 1984, p. 459-465. Le premier texte qui mentionne les marches est une convention de 1265, en vigueur dès le début du XII^e siècle, peut-être dès le XI^e siècle.

110. KERHERVÉ, Jean, *L'État breton aux 14^e et 15^e siècles. Les ducs, l'argent, les hommes*, Paris, Maloine, 1987, p. 99; CHÉNON, Émile, « Les marches séparantes d'Anjou, de Bretagne et de Poitou », Paris, Larose et Forcel, *Extrait de Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, XVI^e année, 1892, p. 78.

des finances extraordinaires, l'impôt des vins en particulier, mais aussi le devoir de guet¹¹¹. Les marches se définissent surtout par la fiscalité puisque leur statut est destiné à soulager les habitants régulièrement soumis aux passages des armées ennemies ou alliées et assure le maintien sur place d'une population grâce à un régime fiscal favorable¹¹². Pour ce qui concerne l'exercice de la justice, les marches communes dépendent également des deux coseigneurs, bretons et poitevins, toujours selon la règle de l'indivision. En revanche, quand seuls les droits de fief demeuraient indivis, on parle de marche « avantagère » à celui des deux princes à qui appartenait la souveraineté, les habitants de ce type de marche étant réputés sujets bretons ou sujets français. Il n'y a ici qu'un seul seigneur justicier, la juridiction appartenant à la province de l'avantage¹¹³.

Si les limites médiévales deviennent plus nettes aux XIII^e et XIV^e siècles, elles peuvent néanmoins toujours paraître d'une grande complexité. La frontière linéaire coexiste avec la zone de passage entre deux ressorts territoriaux, entre les principautés entre elles, entre une principauté et le royaume. Cette imprécision est source de contestations, mais inversement, celles-ci participent à une meilleure délimitation des confins.

Conscience et représentation des limites

La géographie politique, s'appuyant sur la rigueur du droit romain, se fait plus précise au XIII^e siècle¹¹⁴. On fixe les limites des juridictions grâce à des enquêtes minutieuses entre le milieu du XIII^e et le milieu du XIV^e siècle, ce qui aboutit à une meilleure délimitation de la frontière, tant sur le terrain que dans les discours.

Quand les frontières deviennent visibles

La problématique des frontières se double de celle des territoires tenus par les vassaux. Elles sont en effet formées par les limites des châtelainies situées à la périphérie¹¹⁵. On en trouve de deux sortes : des châtelainies domaniales dont les limites sont celles du comté ou du duché et les châtelainies appartenant à des vassaux. Il peut y avoir des fluctuations dans les relations avec les comtes. Bien des hommages sont ainsi prêtés en marge des seigneuries ou aux limites des principautés pour éviter au vassal une allégeance trop éclatante¹¹⁶. Ces limites des châtelainies constituent des zones névralgiques. Ainsi, la jonction entre la Savoie et le Dauphiné se fait

111. BLANCHARD, René, *Lettres*, op. cit., n° 2385.

112. *Ibidem*, n° 1660, 2144, 1052 ; KERHERVÉ, Jean, *L'État breton...*, op. cit., p. 97.

113. *Ibid.*, p. 99-100.

114. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés...*, op. cit., p. 141.

115. DANS « La frontière... », art. cit., p. 105-106.

116. L'hommage en marche constitue une forme supérieure de l'hommage, le vassal étant un trop grand personnage pour aller le porter dans la terre de son seigneur. Sur ce sujet, voir LEMARIGNIER, Jean-François, *Recherches sur l'hommage...*, op. cit., 1945.

par l'intermédiaire de territoires qui appartiennent à des vassaux. Leurs frontières ne sont pas véritablement celles des États princiers mais c'est sur elles que portent les attaques puisqu'attaquer le vassal revient à agresser le suzerain, même si ce dernier n'a pas vraiment autorité sur ce territoire¹¹⁷. Comme l'a montré Bernard Guenée, on sait repérer très précisément des frontières sur le terrain¹¹⁸. Il existe des marques « naturelles », comme des haies, des arbres, des rivières et quand il n'en existe pas, on utilise des pierres, des bornes ou les croix¹¹⁹. Quand, en 1389, Gaston III Fébus impose à un voisin plus faible une rectification des frontières favorable au Béarn, les commissaires béarnais partent accomplir leur mission avec deux chars pleins de longues pierres et de croix¹²⁰. De même en 1452, les commissaires bourguignons faisaient état d'une frontière jalonnée par des points précis, notamment par des bornes dont ils affirmaient qu'elles avaient été mises en place lors d'une délimitation de la seigneurie des évêques de Langres, ou du royaume et de l'Empire, qui serait intervenue en 1063¹²¹. Les frontières sont donc précises et visibles¹²². Cela n'empêche pas les problèmes de droit d'usage qui constituent la cause la plus classique des rivalités de frontières. Ces conflits entre villageois ou entre seigneurs locaux peuvent s'étendre aux États rivaux comme en témoignent les procès-verbaux d'enquêtes qui évoquent les « marches communes et terrouers bornés et divisés¹²³ ». Au xv^e siècle, il apparaît urgent de revoir certaines marques surtout en raison

117. Le Beaujolais « à part d'Empire » des sires de Beaujeu, alliés de la Savoie, autour de Lent et de Chalamont, est ainsi régulièrement attaqué et saccagé, KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 37.

118. GUENÉE, Bernard, « Des limites féodales aux frontières politiques », art. cit., p. 1105.

119. Des bornes indiquent les limites entre le mandement de Billiat, appartenant au comte de Savoie, et le Valromey, appartenant au baron de Vaud, *ibid.*, p. 36.

120. TUCOO-CHALA, Pierre, « Principautés et frontières... », art. cit., p. 123. De même, les croix servant de bornes sont nombreuses en Bretagne, MARTIN, Hervé, « La fonction polyvalente des croix à la fin du Moyen Âge », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1983, t. 90, n° 2, p. 298-299. On trouve aussi plusieurs mentions de pierres bornées, qui ne sont pas des bornes-frontières mais des marques de limite seigneuriale : dans la Laïta, la « pierre et borne nommée le Bilyen », Dom P. LE DUC, *Histoire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé*, s. d., p. 647, dans la rivière d'Audierne, « la pierre appelée le Gannereau, Enquêtes sur les droits du vicomte de Léon en 1410 et 1411 », MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires*, op. cit., t. II, col. 851 ; à Lézardrieux, « Men bon an Escop » en 1607, Arch. dép. Côtes-d'Armor, E 2132 ; et enfin la « pierre des trois évêques », à Plounéour-Ménez. Toutes ces références m'ont été amicalement indiquées par Bernard Tanguy, que je remercie.

121. RICHARD, Jean, « Les débats entre le roi de France et le duc de Bourgogne sur la frontière du royaume à l'ouest de la Saône : l'enquête de 1452 », *Bulletin philologique et historique du comité des travaux historiques et scientifiques*, 1964, Actes du 89^e Congrès national des Sociétés savantes, Lyon, 1964, p. 113-132, ici p. 122.

122. Les frontières entre les principautés néerlandaises, par exemple, se présentent dès le début du xiv^e siècle comme de « très visibles lignes de démarcation », BUYLAERT, Frederik, « Les anciens Pays-Bas... », art. cit., p. 7.

123. KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 36 ; GUENÉE, Bernard, *Tribunaux et gens de justice dans le baillage des Senlis à la fin du Moyen Âge (vers 1380-vers 1550)*, Strasbourg, Publications de la faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, 1963, p. 73 ; CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne...*, op. cit., p. 77 ; BONENFANT, Paul, « À propos des limites médiévales... », art. cit., p. 76-79.

de l'empiètement sur la juridiction ducal par les voisins. Certaines bornes sont examinées de près et donnent lieu à des descriptions très détaillées. Ainsi, en 1445, en plein débat territorial, le peintre Jean dessine sur un parchemin une borne marquant la séparation entre les terres du royaume de France et celles du comté de Bourgogne¹²⁴. De la même manière, la montée des rivalités sur les frontières bretonnes amène les autorités à rechercher les anciennes bornes dans le secteur des marches mais aussi sur la frontière avec la Normandie pourtant matérialisée par le Couesnon¹²⁵. Le bornage est ainsi utilisé pour prévenir ou régler des conflits entre usagers.

Conflits frontaliers et enquêtes territoriales

Les frontières sont des terres de débats où s'enchevêtrent les droits et prétentions contradictoires¹²⁶. Ainsi, les registres du Parlement de Paris contiennent de nombreux procès relatifs au guet, à la garde, aux impôts, à la lutte contre les officiers royaux dans les zones situées au contact des principautés : Bretagne, Flandre, Bourgogne et Lorraine¹²⁷. En se précisant depuis le XIII^e siècle, la frontière oblige désormais les seigneurs à choisir nettement leur mouvance¹²⁸. Il faut procéder à des enquêtes qui conduisent à préciser davantage la frontière, voire à la modifier. Des cir-

124. « A Jehan le paintre, le dit XVIII^e jour de fevrier la somme de quatre gros que mes dits seigneurs du conseil, par l'advis de mes dits seigneurs des comptes lui ont tauxé, pour avoir paint en une peaul de parchemin la figure de l'une des trois bornes appellee la belle borne qui fait separation des terres royaulx es contez de Bourgogne, pour la porter a la journee prinse a Raims entre le roy et mondit seigneur le duc », Arch. dép. de Côte-d'Or, B 11 941, f° 13 r°, SPITZBARTH, Anne-Brigitte, *Ambassades et ambassadeurs de Philippe le Bon, troisième duc de Valois de Bourgogne (1419-1467)*, Lille, 2007, p. 784. L'autre borne qui fait l'objet essentiel du débat entre France et Bourgogne, dans le registre dressé en 1446-1447, est la borne Clinée. Les archéologues appellent ces deux bornes les bornes Choille, Arch. dép. Côte-d'Or, B 261, f° 316; RICHARD, Jean, « Les débats... », art. cit., p. 123.

125. Une enquête de 1474 révèle qu'au temps où du Guesclin était connétable de France et vicomte de Ponstorsion, une borne de pierre « d'environ deux pieds et demi de laise de chacun costé et estoit quarree, qui estoit armoirree d'un costé devers la terre de Normandie des armes de France et du costé devers Bretagne estoit armoirree des armes de Bretagne. Et disoit on communement et notoirement en celui temps que c'estoit la separation et division desdites terres de Normandie et de Bretagne et estoit icelle borne assise entre l'ancien cours de la riviere de Couaisnon entre les tours qu'on appelloit les tours Brettes », Arch. dép. Ille-et-Vilaine, C 3777. Pour la frontière avec le Maine et l'Anjou, voir MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires...*, op. cit., t. III, col. 275-276 et CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne...*, op. cit., p. 75. Pour les marches séparantes, voir Pierre-Hyacinthe MORICE, *Mémoires*, op. cit., t. II, col. 39, 1372 et JONES, Michael, *La Bretagne ducal, Jean IV de Montfort, entre la France et l'Angleterre (1364-1399)*, traduction de Ducal Brittany, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, p. 89.

126. GUENÉE, Bernard, « Des limites féodales... », art. cit., p. 1106.

127. GAUVARD, Claude, « L'opinion publique... », art. cit., p. 128.

128. Ainsi, les seigneurs de la Rochette pris entre Savoie et Dauphiné optent pour la première (1263). Face à une éventuelle menace dauphinoise, Pierre II, dès 1264, ordonne à son vassal d'établir une fortification suffisante du bourg de la Rochette. Des familles se trouvent divisées, particulièrement dans ces confins de la Combe de Savoie et du Grésivaudan, DEMOTZ, Bernard, *Le Comté de Savoie...*, op. cit., p. 66.

constances nouvelles viennent modifier la situation politique et territoriale mais aussi la représentation symbolique de la frontière. Ainsi, l'achat du Revermont par la Savoie, quatre ans après sa cession par le Dauphin à la Bourgogne, change la donne. L'Ain demeure la frontière, mais ce n'est plus la Bourgogne qui est de l'autre côté, c'est le comté de Savoie. De ce fait, la frontière change radicalement de sens et ne marque plus une solution de paix mais une cause de conflits puisque la guerre bourguignonne qui était réglée en 1285 reprend de plus belle¹²⁹. C'est dans la mesure où il y a affrontement avec un voisin que les frontières se précisent plus vite, comme le montrent les violents affrontements entre Bretons et Normands aux ^x^e et ^x^e siècles pour le contrôle de l'Avranchin et du Cotentin. La guerre qui s'est déroulée entre la Savoie et le Dauphiné dans l'ancienne Manche des Coligny de 1282 à 1355 en fournit un autre exemple significatif¹³⁰. Cette opposition de deux principautés, l'une en expansion, l'autre plutôt sur la défensive, prend la forme d'une suite d'escarmouches, de provocations, de sièges aux abords des limites territoriales. Ce n'est qu'après de multiples conflits que la Savoie et le Dauphiné parviennent à une reconnaissance du tracé¹³¹. Tous les points de conflit aboutissent à la définition des frontières¹³². Mais il faut distinguer deux types de conflits frontaliers, les uns avec la France ou l'Empire et les autres avec une autre principauté de force équivalente. Jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle, le Béarn n'avait été entouré que de principautés au pouvoir central relativement faible. Mais la conquête de tout le Sud-Ouest par le roi de France et l'unification de la péninsule ibérique mettent le Béarn-Navarre en situation dangereuse¹³³.

Dans les deux dernières décennies du ^{xiii}^e siècle éclate sur la frontière du nord du royaume de France toute une série de conflits entre le roi de France et le comte de Hainaut qui ont comme enjeu déclaré le tracé exact de la frontière entre le royaume de France et l'Empire. Ils traduisent une

129. KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 33. De la même manière, l'extension territoriale réalisée sous Louis II de Bourbon transforme la nature des frontières. Après l'annexion du Beaujolais, le Bourbonnais est devenu une possession qui déborde des limites du royaume de France et comporte des terres d'Empire, LEGUAI, André, *De la Seigneurie à l'État...*, op. cit., p. 302.

130. Au ^{xiii}^e siècle, « le vaste territoire qui s'étendait du nord au sud, depuis le Jura actuel jusque sur les bords du Rhône, entre la Bresse et le Bugey, formait ce qu'on appelait "la Manche de Coligny" et appartenait aux seigneurs du même nom, peut-être issus de comtes carolingiens. En 1289, cette seigneurie fut démembrée pour être entièrement acquise par le comte de Savoie. Mais à cette date devait éclater justement une guerre entre la Savoie et le Dauphiné en vue de délimiter les terres de chacun. La Bresse, acquise peu auparavant en 1272, formait désormais un vaste ensemble mais il se trouvait malencontreusement isolé des autres terres du comté. Il était donc vital pour la Savoie d'acquiescer un passage sûr pour accéder en toute sécurité à ces nouvelles terres. La guerre était inévitable et elle éclata effectivement dès 1283. Elle ne cessa plus et la région commença à se hérissier de constructions militaires », TENAND-ULMANN, Suzanne, CATTIN, Paul, *Le Château des Allymes*, op. cit., p. 7.

131. *Ibidem*, p. 105; KERSUZAN, Alain, *Défendre la Bresse...*, op. cit., p. 19, 39, 42.

132. DEMOTZ, Bernard (dir.), *Les Principautés...*, op. cit., p. 315.

133. TUCCO CHALA, Pierre, *Histoire du Béarn*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je? ; 992 », 1962, p. 19.

perception nouvelle de l'importance de la frontière à la fin du XIII^e siècle. Mais l'initiative vient généralement des acteurs locaux puisque ce sont eux qui vivent au quotidien le tracé frontalier et qui font appel à l'intervention des puissances centrales¹³⁴. Cette rencontre entre acteurs locaux et centraux a lieu également dans les marches de Bretagne. La complexité du dispositif juridique engendre une zone de rivalité juridictionnelle puisque le statut des marches séparantes de Bretagne, de Poitou et d'Anjou permet un droit de regard chez le partenaire, imbroglio propice aux querelles d'ordre féodal entre seigneurs bretons et poitevins, puis entre le duc de Bretagne et le roi de France. Un litige a lieu en 1410-1411 sous la forme d'un procès entre le seigneur poitevin Maurice de Volvire, sire de Rocheservière, et la dame de la Suze, à cause de ses possessions de la Bénâte qu'elle tenait du duc de Bretagne¹³⁵. Elle et ses gens étaient accusés d'empiéter sur les droits et juridiction de Volvire. En 1437-1438, l'enjeu est désormais entre le roi de France et le duc de Bretagne qui décident une commission d'enquête pour s'informer sur les droits des marches communes et « appliquer a Poictou ce que estoet de Bretagne » et *vice versa*¹³⁶. Mais ce sont souvent les plaintes des habitants qui suscitent l'intervention de leurs autorités respectives face aux impositions jugées arbitraires que ce soit de la dame de la Suze ou du sire de Rocheservière, surtout quand la souveraineté royale ou ducal est mise en cause. C'est ce qui arrive quand le sire de Rocheservière contraint les habitants d'acquitter leur redevance en monnaie du roi et non en monnaie de Bretagne, et donc au préjudice du duc¹³⁷. Vers 1438, ce sont les habitants du « terrouer de Bouesse » qui s'adressent au duc pour protester contre une imposition de quatre-vingts livres réclamée par les officiers du roi, qui en profitent pour revendiquer la possession de villages contentieux¹³⁸. La frontière devient dès lors un enjeu politique entre le roi et le duc, entre deux visions étatiques concurrentes.

De nombreuses contestations ont lieu à propos des enclaves royales dans les principautés, ou princières dans le royaume, surtout après le départ de l'administration anglaise remplacée par celle du roi de France. En effet, les commissaires royaux prétendent lever des tailles dans de nombreux villages frontaliers. La situation se rencontre surtout en Bourgogne après le traité d'Arras en 1435. La délimitation des territoires français et bourguignons paraissait être achevée, mais il faut procéder à la séparation des terres considérées comme enclavées ou étrangères aux pays bourguignons, ce qui donne lieu à un interminable procès devant le parlement

134. MOEGLIN, Jean-Marie, « La frontière comme enjeu politique à la fin du XIII^e siècle. Une description de la frontière du *Regnum* et de l'*Imperium* au début des années 1280 », *Faktum und Konstrukt...*, *op. cit.*, p. 203-220, ici p. 217.

135. Sur cette affaire, voir CINTRÉ, René, *La Frontière franco-bretonne...*, *op. cit.*, p. 464-466.

136. BLANCHARD, René *Lettres...*, *op. cit.*, n° 340.

137. Arch. dép. Loire-Atlantique, E 186 n° 7, f° 1.

138. Arch. dép. Loire-Atlantique, E 187 n° 11.

de Paris¹³⁹. La non-application des clauses du traité et les empiètements constants des officiers royaux sur les prérogatives ducaltes constituent dès lors l'un des sujets principaux, sinon le sujet principal, des relations franco-bourguignonnes, en particulier à partir de 1445 et jusque durant le règne de Louis XI¹⁴⁰. Des réunions appelées « journées » visent à régler les litiges territoriaux¹⁴¹. Leurs participants sont en général des spécialistes formés au droit et originaires de la région concernée par le litige à l'ordre du jour de la réunion qui se tient dans le lieu même ou à proximité de la zone géographique en cause. Mais on note aussi la présence de militaires. Des commissaires sont désignés par les différentes parties pour procéder à des enquêtes qui fixent les limites, parfois en ayant recours à la cartographie¹⁴². L'usage politique de la carte s'affirme en effet au xv^e siècle comme en témoignent les missions de Matthieu Thomassin pour remodeler et définir l'espace dauphinois en 1436¹⁴³. De la même manière, en prévision des journées de Reims, Henri Arnault, originaire de Zwolle en Hollande, dresse des cartes des enclaves françaises en Bourgogne et vice-versa entre Langres et Gray, aux environs de Châtel, Bèze, Fontaine-Française et Champlitte. En 1445, on lui demande d'exécuter la « figure de la rivière de Soone ». Quelques années plus tard, il accompagne les commissaires du duc de Bourgogne censés établir les limites entre les terres du royaume de France et celles de la principauté, afin d'y faire les « figures des villes, lieux et seigneuries qu'il appartient, comme d'autres choses qui sont utiles a ladite commission ». Il est possible qu'Étienne Armenier et Philippe de Courcelles aient utilisé ces cartes ou le dessin du peintre Jean lorsqu'ils se rendent à Reims en

139. RICHARD, Jean, « "Enclaves" royales... », art. cit., p. 100. Le conflit territorial remet en question le statut de tout le territoire entre Champagne, Bourgogne et Franche-Comté, la frontière comtoise posant les problèmes les plus aigus, DAUPHANT, Léonard, « Intrus et forains. Une société transfrontalière sur une limite contestée : la Haute-Saône au temps de Charles VII », *Intus et foris, Journée d'étude organisée par Questes, groupe de jeunes chercheurs médiévistes*, Univ. Paris-Sorbonne, 13 juin 2009.

140. Des enquêtes sont réalisées par les agents de Philippe le Bon afin de défendre ses droits en cas de litiges territoriaux, principalement entre le roi de France et lui après la conclusion du traité d'Arras et entre les Maisons de Savoie, de Bourbon et de Bourgogne. Elles sont conservées aux Archives départementales de la Côte-d'Or : les documents B 256 à 265 concernent surtout les frontières de la Bourgogne et de la Champagne, de l'Auxerrois, tandis que les dossiers B 266 à B 280 sont relatifs aux limites entre la Bourgogne d'une part, la Bresse, le Bugey et la Savoie d'autre part. Les documents cotés B 281 à 286 concernent les limites du Beaujolais, Mâconnais, Nivernais, Charolais et des terres enclavées, SPITZBARTH, Anne-Brigitte, *Ambassades...*, op. cit., p. 28.

141. Les sujets essentiels évoqués sous le règne de Philippe le Bon dans le cadre de ces enquêtes furent d'une part les limites territoriales entre l'État bourguignon et le duché de Savoie ou le royaume de France, ainsi que les différents litiges nés de l'application du traité d'Arras. Ces réunions sont à considérer comme une deuxième étape, dans la mesure où elles résultent de réunions précédentes ; elles aussi désignées par le terme de journées ou conventions, *ibidem*, p. 68, 77.

142. PAVIOT, Jacques, « Les cartes et leur utilisation à la fin du Moyen Âge : L'exemple des principautés bourguignonnes et angevines », *Itineraria*, vol. 2, Florence, 2003, p. 201-228.

143. DAUPHANT, Léonard, « Matthieu Thomassin et l'espace dauphinois (1436-v.1456) : Naissance d'un humanisme géopolitique », *Journal des savants*, Janv.-juin 2008, p. 57-105.

1445. Leurs instructions mentionnent en effet que, concernant les enclaves de l'élection de Langres, ils seront plus amplement informés en cours de mission par des gens du duc qui viendront de Bourgogne et « qui doivent avoir devers eux les informations sur ce faittes, figures et autres enseignemens pour justifier du droit de mondit seigneur¹⁴⁴ ». Une nouvelle carte est dessinée en 1460. Elle montre la frontière du duché de Bourgogne entre Heuilley, Maxilly et Talmay avec les trois villages peints en perspective et trois horizons séparés. La rivière de la Saône apparaît sous Heuilley en bas de l'image (figure 1)¹⁴⁵. Une autre carte, réalisée la même année, montre également la Saône mais cette fois comme limite entre le duché de Bourgogne et la Savoie (figure 2)¹⁴⁶. Les cartes constituent un préalable aux règlements frontaliers et non un aboutissement. Il s'agit d'un instrument servant de base aux négociations.

En nécessitant une meilleure délimitation sur le terrain, les querelles juridictionnelles tendent donc à renforcer la conscience des frontières. Mais le recours à la cartographie reste exceptionnel, la géographie médiévale reposant sur des listes, non sur des cartes¹⁴⁷. Dès lors, comment, sans carte, les frontières peuvent-elles être représentées mentalement ?

Un discours de la frontière

Les textes mentionnent des châteaux forts qui, situés près des frontières, constituent des images concrètes et témoignent d'une conscience de la configuration des principautés et manifestent une organisation du territoire comme un ensemble¹⁴⁸. Les limites sont également nommées précisément avec les premières descriptions apparaissant dès le IX^e siècle et des listes systématiques d'appartenance se généralisant à partir du XIII^e siècle¹⁴⁹. Un vocabulaire correspondant à une conception d'une grande

144. *Ibidem*, p. 143.

145. Arch. dép. Côte d'Or, B 263. La carte est reproduite dans *The History of Cartography, vol. 1, Cartography in Prehistoric, Ancient, and Medieval Europe and the Mediterranean*, ed. by J.-B. HARLEY and D. WOODWARD, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1987, planche 36. Une autre carte est dessinée en 1466 en prévision des conférences d'Auxerre entre Français et Bourguignons, SPITZBARTH, Anne-Brigitte, *Ambassades...*, *op. cit.*, p. 143.

146. Dijon, Archives dép. Côte-d'Or, B 277, publ. par GAUTIER DALCHÉ, Patrick, « Limite, frontière et organisation de l'espace dans la géographie et la cartographie de la fin du Moyen Âge », *Grenzen und Raumvorstellungen (11.-20. Jahrhundert), Frontières et conceptions de l'espace (XI^e-XX^e siècle)*, sous la direction de MARCHAL, Guy-P. *Clio Lucernensis*, 3, 1996, p. 93-122, ici p. 111.

147. GUERREAU, Alain, « Frontière... », art. cit., p. 565-566.

148. LEWIS, Andrew, « Observations... », art. cit., p. 150-151.

149. GUERREAU, Alain, « Frontière », art. cit., p. 565-566. Les mandements du duc de Bretagne des années 1480 attestent ce souci de préciser le tracé frontalier qui s'étend « depuis la rivière de Loire, à commencer à Ingrande, jusques à la greve de la mer, que sont les limites d'entre nostredit pais et Normandie ». Le 16 juillet 1488, par exemple, une sauvegarde générale aux marchands angevins et poitevins évoque le territoire situé en Anjou, « tout au long de la lisière de nostre pays allant à Pouancé, Craan, Chasteaugontier

Figure 2 – Limites du duché de Bourgogne et de Savoie, 1460 (Arch. Dép. Côte-d'Or, B 277) (Publ., Gautier Dalché, Patrick, « Limite, frontière et organisation de l'espace dans la géographie et la cartographie de la fin du Moyen Âge », Grenzen und Raumvorstellungen (11.-20. Jh.), Frontières et conceptions de l'espace (X^e-XX^e siècle), sous la dir. de G.-P. Marchal, Clio Lucernensis, 3, 1996, p. 111)

rigueur géographique et juridique se précise puisqu'au « terme de marche se substitue une série d'expressions évoquant une bordure linéaire dont les contours deviennent plus nets et se durcissent : frontières, *metes*, fins, extrémités¹⁵⁰... ». Les chroniques sont également des sources précieuses pour identifier l'émergence d'une conscience des limites. Ainsi, le mot « frontière » fait partie du champ lexical ordinaire des chroniques flamandes de la fin du XIII^e et du début du XIV^e siècle. Les chroniqueurs ont donc les mots pour dire la frontière, qui a pris une dimension identitaire, renforcée par des conflits, alors que cette prise de conscience est plus tardive chez les chroniqueurs français car les « frontières » séparant la Flandre du Hainaut, ou de l'Artois (rattaché au domaine royal), ne sont pour eux rien d'autres que des limites féodales¹⁵¹.

En Normandie, c'est au milieu du XI^e siècle que l'idée de frontière gagne en précision et qu'un « discours autonome » voit le jour, comme en témoigne la chronique de Dudon de Saint-Quentin¹⁵². L'étude du vocabulaire employé pour désigner les limites s'avère précieuse pour comprendre comment les contemporains concevaient la frontière du duché. Ainsi, « *finis* revient souvent dans le récit mais ce n'est qu'au pluriel qu'il acquiert un sens territorial. À première vue son sens est peu précis : il désigne indifféremment le territoire ou les frontières [...]. Composé avec *terra* ou *gens*, *finitimus* partage avec *confinium* le sens de proximité mais évoque toujours un contact hostile avec l'extérieur¹⁵³ ». Le concept d'une terre normande aux limites reconnues et interdites aux armées étrangères est ainsi exposé avec force, les frontières séparant nettement la Normandie des régions limitrophes. Le cadre territorial est en effet fixé dès Rollon : les limites sont interdites aux armées étrangères et garantissent aux Normands, rassemblés autour de leur duc, un havre de paix face à un extérieur hostile¹⁵⁴.

et jucques a la ville d'Angers et ladite riviere de Loyre, les chastellenies de Saint Florant le Vieil, Mont Jehan et Chalonne », dont les habitants sont les sujets du roi de France. Il énumère également un certain nombre de paroisses « estans dela de la riviere de Loire du costé de Poitou sa protection », à savoir « Vertou, Gorges, Mouzillon, La Chapelle Hulin, Moulinieres, Saint Fiacre du Coign et Saint Sebastien », Arch. dép. Loire-Atlantique, B 11, f° 240-240 v°, 16 juillet 1488. Voir aussi RICHARD, Jean, « Les débats... », art. cit., p. 119.

150. GAUVARD, Claude, « L'opinion publique... », art. cit., p. 129. Voir aussi GAUTHIER DALCHÉ, Patrick, « L'espace de l'histoire, le rôle de la géographie dans les chroniques universelles », Actes du colloque *L'Historiographie médiévale en Europe*, organisé par la fondation européenne de la science du 29 mars au 1^{er} avril 1989, sous la direction de GENET, Jean-Philippe, Paris, éd. du CNRS, 1991, p. 287-300, ici p. 296.

151. GUYOT-BACHY, Isabelle, « Eine Grenze – zwei Betrachtungsweisen. Die Grenze zwischen Frankreich und Flandern in der französischen und flämischen Historiographie » (« Une frontière – deux points de vue ? La frontière franco-flamande dans les historiographies française et flamande »), *Faktum und Konstrukt*, op. cit., p. 187-202.

152. SAINT-QUENTIN, Dudon de, *De gestis Normanniae ducum seu de moribus et actis primorum Normanniae ducum*, éd. J. Lair, Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, t. XXIII, 1865 ; BAUDUIN, Pierre, *La Première Normandie*, op. cit., p. 72-73, 177.

153. *Ibidem*, p. 68, 72.

154. *Ibid.*, p. 93. On retrouve cette idée chez le Breton Alain Bouchart, qui raconte que le duc de Bretagne, après la bataille d'Azincourt, « se delibera de garder son pays et ses

Frontière et marches ne sont donc pas des notions floues. Elles sont le lieu qui sépare des ennemis et de nombreuses expressions les associent à l'ennemi et à la hantise de l'invasion¹⁵⁵. Elles marquent à la fois le contact avec l'autre et l'affrontement, idées que l'on retrouve dans de nombreux passages des chroniques bretonnes relatant les combats avec les envahisseurs, mais aussi dans les mandements ducaux qui appellent à la résistance contre le péril étranger, discours destiné à renforcer la cohésion nationale autour du prince¹⁵⁶. De plus, pour justifier les frontières du présent, on invoque les anciennes limites, fixées par l'histoire, qui sont des limites naturelles, à l'intérieur desquelles les « subjectz naturelz » obéissent à leur souverain, et qui doivent donc être imprescriptibles et inaliénables. Les limites sont alors des frontières idéales¹⁵⁷. Elles sont symboliques également quand elles montrent l'étendue maximale de l'expansion territoriale. Les chroniqueurs bretons racontent tous les conquêtes du passé en Anjou pour justifier certaines possessions qui se trouvent encore dans ce territoire, en particulier « la ville de Chantoceaux qui estoit l'heritage du duc de Bretagne de toute ancienneté » et la terre de Champtocé acquise par Jean V en 1438¹⁵⁸. Le discours sur l'origine des frontières vise bien à légitimer des limites reconnues, mais constamment menacées.

La frontière apparaît comme « le meilleur indicateur de l'état de l'État¹⁵⁹ » : cette remarque vaut pour l'État moderne mais aussi pour l'État princier. La force d'une frontière réside dans la puissance militaire du prince, elle assure la cohésion de la principauté et le pouvoir de l'autorité centrale. Loin d'être

subjectz d'estre opprimez, en maniere que des lors fut le pays de Bretagne ung droit paradis terrestre. Et le roialme de France estoit en telle misere que personne n'y pouoit trouver refuge de seürté », BOUCHART, Alain, *Les Grandes Chroniques de Bretagne*, op. cit., t. II, p. 254.

155. MOAL, Laurence, « Pas de nation sans ennemi ! L'exemple de la Bretagne ducal à la fin du Moyen Âge », *Ennemi juré, ennemi naturel, ennemi héréditaire. Construction et instrumentalisation de la figure de l'ennemi. La France et ses adversaires (XIV^e-XX^e siècle)*, sous la direction d'ULBERT Jörg, Hambourg, éd. Dobu Verlag, 2011, p. 44-45.

156. LE BAUD, Pierre, *Histoire de Bretagne*, 2^{de} version de l'œuvre, composée en 1505 et dédiée à Anne de Bretagne, suivie par *Les Chroniques des maisons de Vitré et de Laval*, *Le Bréviaire des Bretons* et *La Généalogie de Disarvoez Penguern*, éd C. d'Hozier, Paris, Gervais Alliot, 1638 p. 375. Voir aussi NORDMAN, Daniel, « Des limites d'État aux frontières nationales », *Les Lieux de mémoire...*, op. cit., p. 1137.

157. Bouchart invoque le mythe de fondation pour prouver que la Loire ne constitue pas la limite du duché en affirmant que Brutus, le héros éponyme, débarque au « clos du Rais », c'est-à-dire au sud de la Loire, BOUCHART, Alain, *Les Grandes Chroniques de Bretagne*, op. cit., t. II, p. 84-85. La *vicaria* de Rais a été confirmée à Salomon par le traité d'Entrammes en même temps que la possession du Rennais et du Nantais, ainsi que le territoire angevin « entre les eaux » de Mayenne et Sarthe déjà annexé par Erispoé, JOUËT, Philippe, DELORME, Kilian, *Atlas historique des pays et terroirs de Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 2007, p. 102.

158. MOAL, Laurence, « Le duc et la frontière. Formes et fonctions du contrôle des frontières bretonnes sous la dynastie des Montforts », *Faktum und Konstrukt...*, op. cit., p. 43-71.

159. TOUBERT, Pierre, « Frontière et frontières... », art. cit., p. 16.

une notion floue, la frontière est l'objet d'attention et des dépenses, et les documents comptables, nombreux surtout à partir du ^{xiii}^e siècle, indiquent l'aire d'action des officiers du prince et l'organisation d'un front militaire, témoignant ainsi de la grande précision du tracé¹⁶⁰. La frontière a de multiples finalités : militaires, mais aussi économiques, fiscales, politiques et juridictionnelles. Elle est la limite de l'autorité du prince. Mais pour en saisir toute la subtilité, il ne faut jamais perdre de vue l'essence même de la principauté médiévale. Le prince n'y exerce pas nécessairement partout les mêmes prérogatives et peut entrer en concurrence avec des intervenants extérieurs, ce qui constitue une différence fondamentale avec l'État moderne¹⁶¹. Surtout, le renforcement monarchique en France vient annuler les prétentions d'indépendance¹⁶². La défense des frontières, qui incombe aux princes, se révèle de plus en plus difficile en raison des prétentions royales et de l'inégalité des forces en présence au fur et à mesure de la militarisation du conflit. Le risque d'un démembrement du royaume est définitivement écarté après la fin de l'indépendance de la Bourgogne (1477) et de la Bretagne (1491) : l'héritage bourguignon est repris par Maximilien d'Autriche tandis qu'Anne de Bretagne épouse Charles VIII¹⁶³ et les principautés qui subsistent en 1500 (apanage de Bourbon, Armagnac, Foix-Béarn) ne constituent plus un danger politique réel.

160. DEMOTZ, Bernard, « La frontière... », art. cit., p. 111.

161. CAUCHIES, Jean-Marie, « Le prince territorial... », art. cit., p. 40.

162. Le comté puis duché de Savoie peut en fait être considéré comme la seule principauté à avoir échappé à l'autorité envahissante du roi de France. Mais pour cette principauté « hors du royaume », la question du statut du territoire s'est surtout posé avec l'Empire.

163. Après avoir relevé des ducs de Bourgogne, l'Artois, la Franche-Comté et le Barrois passent aux Habsbourg et sont annexés par la France après la guerre de Trente ans, le 7 novembre 1659.

RÉSUMÉ

La France, pays à forte centralisation, est le berceau d'une entité originale au Moyen Âge, les principautés, qui constituent un élément fondamental pour la compréhension de l'organisation politique d'une partie de l'Europe. Elles apparaissent généralement dans la période post-carolingienne, sur des bases féodales, et deviennent peu à peu, pour certaines d'entre elles, des États dans lesquels le roi n'intervient plus que par l'intermédiaire des princes, qui exercent alors les droits royaux sans en avoir le titre. Pour exister face au royaume de France, ceux-ci ont dû imposer dans le ressort de leur domination une forme de centralisation et faire admettre à l'extérieur la reconnaissance de leur souveraineté, processus dans lequel la frontière joue un rôle décisif. Peut-on pour autant parler d'une véritable politique de la frontière, d'une conscience des limites qui tendrait à élaborer de véritables stratégies territoriales ? Si certaines anciennes limites sont conservées, d'autres sont remises en cause avec des phases d'expansion et de repli, dans lesquelles le réseau castral joue un rôle de premier plan.

ABSTRACT

A strongly centralised country, France was the cradle of a new entity during the Middle-Ages: the principalities. Principalities are fundamental to our understanding of the political organisation of part of Europe. They mostly appeared in the post-Carolingian period on a feudal basis and, in some cases, gradually became states in which the king only intervened through the intermission of princes who exerted regal rights without a royal title. In order to survive, they were forced to impose within their lands a type of centralisation and make others outside them recognise their sovereignty. Establishing frontiers was a key part of this process. To what extent is it possible to identify a genuine frontier policy, a consciousness of their borders, that led to the development of a recognisable territorial strategy? If certain old borders were preserved, others were challenged with phases of expansion and contraction during which the castle network played a prominent role.